

AFFAIRE

CORPORATION FINANCIÈRE POWER
UN EXCELLENT PREMIER TRIMESTRE PAGE 5



Paul Desmarais, Président du comité exécutif de Power Corporation

S&P/TSX
13 895,16
-20,20 (-0,15%)

TSX CROISSANCE
3356,96
+6,12 (+0,18%)

QUÉBEC 30
1380,59
-2,71 (-0,20%)

DOW JONES
13 362,87
+53,80 (+0,40%)

DOLLAR
90,46 ¢US
-0,06 ¢

Quebecor World attend la reprise
L'entreprise perd 38,1 millions US au premier trimestre
PAGE 5

DES IDÉES QU'ON AIME
Des yeux tout le tour de la tête
Une firme montréalaise met au point une lentille qui offre une vision à 360 degrés, sans distorsion
PAGE 6

COMPÉTITIVITÉ MONDIALE:
le Canada au 10^e rang
Les États-Unis conservent la palme des pays les plus favorables à l'entreprise privée
PAGE 7

La Fed choisit le statu quo
Les taux demeurent inchangés devant les chances d'un atterrissage en douceur de l'économie
PAGE 7

LE CHIFFRE DU JOUR
800 millions
Le secteur canadien des produits de papier perdra 800 millions cette année, même si l'industrie prend du mieux, selon le Conference Board.
Source: Presse Canadienne

ENTREPRISE À FINANCER ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acqui**z**ition.biz

AFFAIRE NORBOURG

À L'AUBE DU PROCÈS



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

Une ultime requête est entendue

DENIS ARCAND

La crédibilité – ou l'absence de crédibilité – du délateur **Éric Asselin** sera au cœur de la défense de **Vincent Lacroix**, au cours du procès au pénal de l'ex-président de Norbourg.

Le premier procès de **Vincent Lacroix** s'est mis en marche au palais de justice de Montréal, 21 mois après les perquisitions spectaculaires qui ont fait fermer le groupe financier. L'Autorité des marchés financiers (AMF) allègue que **M. Lacroix** a participé à un détournement de fonds de 130 millions de dollars, mais les accusations portées sont de nature technique et d'une portée limitée. **M. Lacroix** fait face à 51 chefs d'accusation d'avoir manipulé la valeur des titres de Norbourg et d'avoir fourni des informations fausses et trompeuses à l'AMF.

Hier, le juge **Claude Leblond**, de la Cour du Québec, a entendu une requête dans laquelle **M. Lacroix** demande de casser les mandats de perquisition qui ont mené à une quinzaine de descentes chez Norbourg et ailleurs par l'AMF et la GRC le 24 août 2005.

Ces mandats de perquisition ont été obtenus sur la base de fausses déclarations d'**Éric Asselin** aux enquêteurs de l'AMF, a affirmé hier **M. Lacroix**. Et qui plus est, l'enquêteur qui a signé la déclaration savait ou aurait dû savoir qu'au moins une partie des informations fournies par **M. Asselin** étaient fausses, affirme **M. Lacroix**.

Ces descentes ont permis à l'AMF de saisir une grande quantité de documents, qui tiennent dans 250 caisses, a dit hier **M^c Éric Downs**, le procureur de l'AMF (la GRC en a saisi cinq fois plus).

Si le juge **Claude Leblond**, accorde cette requête à **M. Lacroix**, une partie substantielle – mais pas toute – de la preuve recueillie par l'AMF sera exclue du procès.

Le juge devrait rendre une décision à ce sujet aujourd'hui. Il a déjà écarté hier une bonne partie de la requête, annulant huit assignations à comparaître faites par **M. Lacroix** à des témoins que le juge a estimé non pertinents.

Les débats d'hier visent

➤ Voir **LACROIX** en page 3

Autre mégafusion minière en vue

BHP Billiton offrirait 133 milliards US pour Rio Tinto

LA PRESSE AFFAIRES

Le secteur minier a connu un nouvel accès de fièvre hier avec des rumeurs de rachat du numéro trois mondial **Rio Tinto** par le numéro un **BHP Billiton**.

Une telle transaction – estimée à quelque 133 milliards US, par un analyste – serait la troisième acquisition en importance de l'histoire.

Soulevée par des rumeurs qui prennent de l'ampleur depuis lundi dernier, l'action du britannique **Rio Tinto** a atteint hier à un sommet historique.

Le titre gagnait de 10,7 %, à 3660 pence, à la Bourse de Londres, alors que les rumeurs laissent aussi entendre que la banque américaine **Citigroup** et **Berkshire Hathaway**, holding du guru de l'investissement **Warren Buffett**, aient récemment pris des participations dans le duo.

Pendant qu'**Alcoa** fait les yeux doux aux actionnaires d'**Alcan**, la plus importante société minière du monde, **BHP Billiton**, dispose potentiellement de 100 milliards de dollars américains pour acheter sa concurrente de moindre taille. **Rio Tinto** et **BHP Billiton** ont cependant refusé de commenter hier.

Selon **Glyn Lawcock**, analyste de la banque **UBS**, la rumeur porte sur une offre d'achat valorisant **Rio Tinto** à 90 \$US par action, pour un total de 133 milliards de dollars américains.

Un tel montant ferait de l'opération la troisième rachat d'entreprise de l'histoire, derrière ceux d'**AOL** par **Time Warner** (160 milliards US) en 2000 et de **Mannesman** par **Vodafone** (150 milliards US) en 1999.

BHP Billiton serait en mesure d'acquitter la dette entraînée par l'acquisition de **Rio Tinto** dans cinq ou six ans, estime l'analyste de **Citigroup**, **Clarke Wilkins**, qui croit une transaction possible.

➤ Voir **FUSION** en page 4



ALCAN
LES RUMEURS DE FUSION ENTRE GÉANTS PLOMBENT L'ACTION
PAGE 2

Dernière chance de vous inscrire !



la conférence
petite entreprise
grandes idées

Dernier appel pour vous inscrire à cette conférence incontournable. Le 4 juin 2007, au Palais des congrès de Montréal. 195 \$ (taxes en sus). Obtenez des rabais de voyage* de VIA Rail, des hôtels Marriott et de Hertz. Inscrivez-vous **DÈS MAINTENANT** sur visa.ca/grandesidees



*Les rabais sont offerts uniquement aux personnes inscrites à la conférence. TMMarque de commerce de Visa International; Visa Canada est un usager licencié.

ALCAN DANS LA LIGNE DE MIRE DES GÉANTS MINIERES

Moments importants pour l'avenir d'Alcan

2007		2008		2009	
7 MAI 2007 Lancement de l'offre publique d'achat par Alcoa Alain Belda, président et chef de la direction PHOTO PC	10-11 MAI 2007 Divulgarion par le gouvernement du Québec des conditions des contrats d'électricité avec Alcan, en cas de prise de contrôle	FIN 2007 Clôture officielle de l'acquisition d'Alcan par Alcoa	FIN 2007-DÉBUT 2008 Changement d'inscription à la Bourse de Toronto	DURANT 2008 Réorganisation de l'ex-siège social d'Alcan à Montréal, qui devient le siège administratif mondial de la division «Métal Primaire» d'Alcoa-Alcan	FIN 2008-ANNÉE 2009 Décisions d'investissements aux alumineries du Québec de la nouvelle entreprise Alcoa-Alcan
22 MAI Date limite de recommandation aux actionnaires par le conseil d'administration d'Alcan	9 JUILLET Résultats financiers d'Alcoa pour le deuxième trimestre	31 JUILLET Résultats financiers d'Alcan pour le deuxième trimestre	JUILLET-AOÛT 2007 Autorisation (avec conditions ?) de la transaction par Ottawa et Washington (Bureau canadien de la concurrence, Division anti-monopole du département américain de la Justice, Commission fédérale du commerce des États-Unis)	9 OCTOBRE Résultats financiers d'Alcoa pour le troisième trimestre PHOTO AP	10 JUILLET Date limite de dépôt d'actions par les actionnaires d'Alcan à l'OPA d'Alcoa (deux tiers requis)
30 OCTOBRE Résultats financiers d'Alcan pour le troisième trimestre					

Sources : Alcan, Alcoa, SEC, archives Sedar, Bureau de la concurrence

Vers une enchère d'offres?

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Des rumeurs de fusion entre les géants métallurgiques Rio Tinto et BHP Billiton exercent des pressions à la baisse sur les actions d'Alcan à Wall Street et à la Bourse de Toronto.

Car si elle s'avère, une telle transaction mettrait hors jeu deux des principales entreprises qui sont pressenties pour acheter Alcan, en concurrence de l'offre annoncée lundi par sa rivale américaine Alcoa.

Par conséquent, en raison des chances moindres d'une surenchère pour Alcan, les investisseurs boursiers ont laissé reculer ses actions de 2,5 %, hier.

À Toronto, elles cédaient 2,40 \$, à 86,30 \$, alors qu'à New York, elles reculaient de 2,13 \$US, à 78,15 \$US. Un nombre encore important de 14,7 millions d'actions ont été échangées en tout aux deux Bourses.

Malgré ce repli, le cours boursier d'Alcan demeure supérieur de 5 % environ à la valeur de l'offre en argent et en actions d'Alcoa.

En fin de séance hier, alors que les actions d'Alcoa cotaient à 38,77 \$US à New York, la valeur de son offre pour Alcan s'établissait à 74,52 \$US l'action, ou l'équivalent de 82 \$.

De l'avis d'analystes, cet écart suggère que, faute d'offres concurrentes et supérieures, les investisseurs boursiers s'attendent à ce qu'Alcoa bonifie sa première offre afin d'intéresser suffisamment d'actionnaires d'Alcan.

« À moins d'une enchère d'offres, je crois encore très probable qu'Alcoa doive augmenter son offre d'au moins 10 % pour obtenir le minimum requis (66,6 %) d'actions d'Alcan pour l'emporter », selon John Tumazos, analyste des mines et métaux chez Prudential Equity, à New York.

En attendant toute autre offre, la prochaine étape importante chez Alcan est la recommandation aux actionnaires de la part de son conseil d'administration.

Les administrateurs d'Alcan ont jusqu'au mardi 22 mai pour accepter ou rejeter l'offre initiale d'Alcoa, selon l'échéancier réglé-



Le cours boursier d'Alcan demeure supérieur de 5 % environ à la valeur de l'offre en argent et en actions d'Alcoa. Sur la photo, le siège social d'Alcan à Montréal.

mentaire des 10 jours ouvrables après l'annonce d'une OPA (offre publique d'achat).

Ensuite, les actionnaires d'Alcan auront jusqu'au 10 juillet pour déposer ou non leurs actions à l'offre d'Alcoa, à moins qu'elle soit prolongée.

Par ailleurs, outre la valeur de cette offre, des analystes doutent d'une part considérable – autour de 85 % – du marché mondial des plaques et des feuilles d'aluminium pour l'industrie aéronautique.

« En Europe, les autorités de Bruxelles et le fabricant d'avions Airbus pourraient forcer la future Alcoa-Alcan à retrancher des usines qui étaient auparavant avec Pechiney, lors de son achat par

Alcan en 2004 », estime l'analyste John Tumazos, dans une note distribuée aux clients-investisseurs de Prudential Equity.

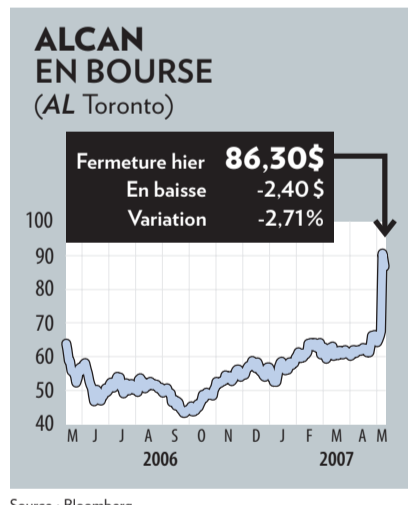
Au Canada, cette responsabilité d'autoriser l'achat d'Alcan par Alcoa, avec ou sans conditions, relève du ministre fédéral de l'Industrie, Maxime Bernier.

Mais hier, à Ottawa, M. Bernier a indiqué qu'il attendrait les avis des analystes de son ministère, dont ceux du Bureau de la concurrence, avant de se prononcer sur l'ambition de l'américaine Alcoa envers Alcan.

« Nous devons nous assurer que de tels investissements de l'étranger soient bénéfiques pour le Canada », a indiqué le ministre Bernier.

Au gouvernement du Québec, le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, s'est engagé depuis lundi à divulguer les clauses des contrats d'électricité avec Alcan, en cas de prise de contrôle.

Cette divulgation est atten-



Source : Bloomberg

due d'une journée à l'autre.

Selon l'analyste John Tumazos, « pour tout acquéreur d'Alcan, la continuité de son accès à de l'électricité de source hydraulique, moins chère et moins polluante, est un élément considérable de sa valeur d'entreprise ».

Un marché transformé

HÉLÈNE BARIL

Le marché de l'aluminium s'est transformé énormément au cours des 15 dernières années et en voici une preuve : l'Association de l'aluminium du Canada se retrouvera avec un seul membre si Alcoa réussit à acheter Alcan.

Une des conséquences directes de la fusion entre Alcoa et Alcan sera probablement la disparition de l'Association, reconnaît son président, Christian Van Houtte. « C'est une bonne question, mais je ne me la pose pas tout de suite », a-t-il dit, en évoquant les longues étapes à franchir avant la conclusion d'une éventuelle transaction.

L'Association canadienne de l'aluminium, dont le siège social est à Montréal, a été fondée pour faire connaître l'industrie de l'aluminium et défendre les intérêts de ses membres. À l'origine, en 1990, elle en comptait cinq, tous des géants de l'industrie à l'époque. C'était Alcan, Pechiney, Alumax, Reynolds et VAW. Elle n'en a plus que deux, Alcan et Alcoa. Deux et demi, en tenant compte des partenaires minoritaires d'Alcan dans l'aluminerie Alouette sur la Côte-Nord, soit Austria Metall, Hydro Aluminium, Marubeni et la Société générale de financement. Et peut-être bien un membre et demi bientôt, si la transaction entre Alcoa et Alcan se concrétise.

Depuis 15 ans, les transactions se sont succédées et ont profondément transformé l'industrie. Alcoa a acheté Alumax, propriétaire de l'aluminerie de Deschambault, en 1998, et acquis Reynolds en 2000. Hydro Aluminium a racheté l'allemand VAW. Et Alcan a mis la main sur Pechiney en 2003.

En même temps, de nouveaux producteurs d'aluminium ont vu le jour et prospéré ailleurs dans le monde, notamment en Chine et en Russie. Ces deux pays produisent aujourd'hui 30 % de l'aluminium consommé dans le monde. Ensemble, Alcan et Alcoa en produiraient moins, soit 20 % de la production mondiale.

C'est à cause de ces bouleversements du marché que le directeur d'Alcoa est confiant d'obtenir le feu vert des autorités en matière de concurrence. Les activités combinées d'Alcoa et d'Alcan en feraient le premier producteur mondial d'aluminium, devant Rusal, mais la nouvelle entreprise viendrait en cinquième place des compagnies internationales de mines et métaux, derrière BHP Billiton (au premier rang), CVRD, Anglo American et Rio Tinto, des entreprises qu'on dit d'ailleurs intéressées à acheter Alcan.

Si il se réalise, l'achat d'Alcan par Alcoa bouclerait la boucle. Alcoa a fondé Alcan en 1902 et en fait une entité indépendante en 1928, tout en restant son principal actionnaire. En 1951, Alcoa a été forcée par les autorités antitrust de se départir des intérêts qu'elle détenait toujours dans Alcan. Cinquante-six ans plus tard, après des fusion infructueuses, Alcoa a déposé une offre d'achat de 33 milliards US pour acquérir son ancienne filiale.

Le « raid boursier » décrié par les syndicats

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La CGT (Confédération générale du travail) a « condamné » hier l'offre hostile d'achat du géant américain de l'aluminium Alcoa sur son concurrent canadien Alcan, la qualifiant de « nouveau raid boursier », alors que la CFDT (Confédération française démocratique du travail) a demandé des « garanties industrielles ».

« Cette nouvelle opération boursière est un coup dur pour l'emploi et les activités d'aluminium en France, en Europe et partout dans le monde », a estimé la CGT d'Alcan dans un communiqué.

co, d'obtenir 1 milliard US de gains en trois ans, vont donc produire deux fois plus de dégâts humains et industriels que les 500 millions déjà gagnés par Alcan sur Pechiney », après son rachat en 2003, selon le syndicat.

« Cette stratégie financière aggravera une situation déjà difficile : la recherche et développement, les sièges sociaux, l'aéronautique, le filage, le laminage, l'emballage et ce qui reste de nos technologies requiert de servir de nourriture à l'insatiable appétit des fonds de pension nord-américains », a précisé la CGT.

La Fédération des mines et de la métallurgie de la CFDT, qui craint la vente de la production

de tôles aéronautiques et des activités de l'emballage, pour des motifs de concurrence, a souligné que « le président d'Alcoa s'est engagé à un maintien des moyens de recherche et sièges au Canada sans faire référence à ceux français et européens ».

Soulignant que le cours de l'action « s'envole déjà », la CGT estime aussi que « le nouveau raid boursier, présenté comme hostile, pourrait bien se transformer en fusion amicale dans l'intérêt bien compris des actionnaires ».

« Quant au PDG d'Alcan, il a su faire voter un parachute doré de 13 millions US le 26 avril 2007 : l'OPA (offre publique d'achat) aura du bon pour ce beau monde », poursuit le syndicat.

La CGT « appelle les salariés à se mobiliser pour défendre face à la finance, leurs emplois et les investissements nécessaires au développement de leurs industries ».

Pour la CFDT, « dans une conjoncture économique où le prix de revient de l'aluminium a doublé depuis ces quatre dernières années, ce qui entraîne des résultats extrêmement positifs, il est indispensable que les profits soient employés à garantir le développement des activités et de l'emploi ».

Alcoa a dévoilé lundi son offre hostile de 33 milliards US sur son concurrent Alcan, faute d'avoir pu négocier un rapprochement amical.

AFFAIRE NORBOURG À L'AUBE DU PROCÈS

Le pénal... avant le criminel



YVES BOISVERT
ANALYSE

Les 51 accusations auxquelles fait face Vincent Lacroix ne sont en principe qu'une répétition générale pour le « vrai » procès.

En effet, même si elles comportent des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement, ce sont des accusations « pénales » (agiotage, fausse information).

Dans le jargon juridique canadien, le « pénal » se distingue du « criminel ». Le pénal recouvre toutes les lois provinciales ou fédérales comportant des peines (environnement, impôt, etc.).

Le criminel proprement dit est ce qui est inclus dans le Code criminel, qui relève

exclusivement du fédéral, qui a la compétence constitutionnelle pour créer et définir les infractions criminelles.

Évidemment, un acte illégal peut avoir un aspect pénal et un aspect criminel. Frauder l'impôt est une infraction pénale mais aussi une fraude au sens du Code criminel.

Il est rare qu'on accuse

Il se pourrait fort bien que Lacroix soit accusé de fraude avant longtemps. Dans ce cas, il ferait face à des accusations plus graves, puisque la peine maximale est de 10 ans.

deux fois. Mais ce n'est pas interdit. Ce n'est pas pour autant un « double péril » (double jeopardy), si c'est fait correctement.

Chaque loi, en effet, vise des objectifs différents.

Dans le cas de Vincent Lacroix, l'Autorité des marchés financiers, qui adminis-

tre la loi régissant les valeurs mobilières au Québec, veille à protéger les investisseurs et la sécurité du marché. Elle a ses propres enquêteurs. La GRC et la Sûreté du Québec, qui ont enquêté pour l'aspect criminel, visent à réprimer le crime en général.

On aura compris que, dans ce cas, après tous les scandales

étudie le dossier Lacroix, tel que monté par la police.

D'autres accusations à venir

Simplement, les gens de l'AMF – cette « nouvelle administration », comme on dit dans le Quartier chinois, qui avait beaucoup à faire oublier pour les scandales passés et présents – les gens de l'AMF, donc, sont arrivés à la ligne de départ judiciaire les premiers, avec des accusations dès mars 2006.

Il se pourrait fort bien néanmoins que Lacroix soit accusé de fraude avant longtemps.

Dans ce cas, il ferait face à des accusations plus graves, puisque la peine maximale est de 10 ans. Il aurait droit à un procès devant jury, puisque la Charte prévoit ce droit pour toute infraction punissable de cinq ans ou plus – c'est pourquoi dans le cas du présent procès, il risque non pas cinq ans mais cinq ans « moins un jour ».

Même si ce genre de double accusation n'est pas totalement inédit, il s'agit d'un territoire assez peu exploré. Il se peut qu'il y ait collision entre les deux éventuellement – la manière dont les enquêtes ont été faites sera sans doute scrutée.

On aura aussi évidemment à tenir compte du résultat du premier procès dans le deuxième, s'il y en a un, puisqu'ils recouvrent les mêmes faits essentiellement. La défense de Lacroix donnera des informations à la poursuite pour le deuxième; la preuve, qui ne sera pas exactement la même, sera testée une première fois. Bref, ce sera une répétition générale... si finalement les accusations criminelles sont déposées.

Mais pour le moment, ce sont deux instances séparées, deux « silos » qui ne communiquent pas.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : yves.boisvert@lapresse.ca

Chronologie d'un scandale financier

1998

JANVIER 1998
Vincent Lacroix fonde Norbourg Gestion d'actifs.

2003

DÉCEMBRE 2003
Norbourg acquiert les Fonds Évolution, qui détiennent un portefeuille de 21 fonds communs, totalisant alors 108 millions de dollars en actifs sous gestion.



PHOTO PC

2004

2004
Norbourg annonce une série d'acquisitions, dont l'achat de MCA Valeurs mobilières, qui permet d'ajouter le courtage de valeurs mobilières aux produits offerts par la firme.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

2005

25 AOÛT 2005
Des policiers de la GRC et des représentants de l'Autorité des marchés financiers (AMF) perquisitionnent les bureaux de Norbourg à Montréal, sur la Rive-Sud, à Québec et à Toronto, ainsi que dans des propriétés appartenant à M. Lacroix. La GRC et l'AMF mettent un terme aux activités de Norbourg. La police des marchés financiers reproche à Vincent Lacroix d'avoir détourné près de la moitié des fonds sous gestion. Des milliers de petits investisseurs québécois sont touchés.

2003

FIN AOÛT 2005
le cabinet d'avocats Lauzon Bélanger dépose un recours collectif au nom de 9200 investisseurs floués dans l'affaire.

13 OCTOBRE 2005
Vincent Lacroix met lui-même Norbourg en faillite. Une entente interviendra plus tard dans la même semaine pour permettre à l'AMF de demander la liquidation des fonds communs gérés par Norbourg.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

2006

25 OCTOBRE 2005
Le ministre québécois des Finances, Michel Audet, donne le feu vert à la liquidation des Fonds Norbourg et Évolution.

13 FÉVRIER 2006
Vincent Lacroix se présente seul au palais de justice de Montréal, se disant incapable de payer ses avocats.

9 MARS 2006
L'AMF dépose une poursuite pénale sous 51 chefs d'accusation contre Vincent Lacroix, tout en continuant de préparer un recours civil.

14 MARS 2006
L'AMF mène une enquête sur certains de ses chefs de services, enquêteurs et inspecteurs, au sujet de relations inopportunes avec la haute direction de Norbourg en 2005.

23 MARS 2006:
L'AMF suspend huit de ses employés qui ont fait preuve « d'imprudance et d'un manque de jugement » en ayant des contacts avec un employé de Norbourg.

18 MAI 2006
Des représentants en épargne collective qui vendaient des fonds de Norbourg entreprennent un recours collectif contre l'AMF qu'ils accusent de négligence.

1^{ER} JUIN 2006
Le fisc québécois renonce à percevoir 24,1 millions de dollars dus par Vincent Lacroix.

29 JUIN 2006
Designée comme liquidateur dans le dossier Norbourg, la firme comptable Ernst & Young distribue aux investisseurs floués 5600 chèques totalisant 32 millions de dollars.

2007

6 JUILLET 2006
Vincent Lacroix demande l'aide juridique.

13 SEPTEMBRE 2006
Le juge Pierre Jasmin accepte la requête en recours collectif de 130 millions de dollars d'un groupe d'investisseurs contre Vincent Lacroix et l'AMF.

19 JANVIER 2007
Le Fonds d'indemnisation des services financiers verse 31 millions de dollars à 925 investisseurs floués de Norbourg.

9 MAI 2007
Début du procès pénal de Vincent Lacroix.

7 FÉVRIER 2007
La Cour d'appel du Québec rejette la demande de recours collectif déposée par Francis Rosso au nom des représentants de fonds Norbourg, Evolution et Perfolio.

Une ultime requête est entendue

LACROIX

suite de la page 1

Les débats d'hier visent seulement d'une requête préliminaire, mais on voit déjà jusqu'à quel point M. Lacroix, durant le procès, va mettre en question la crédibilité d'Éric Asselin, qui fut de 2002 à 2005 son bras droit et son principal complice chez Norbourg. Avant de se joindre à M. Lacroix chez Norbourg comme vice-président aux Finances, M. Asselin était enquêteur à la Commission des valeurs mobilières du Québec (l'ancêtre de l'AMF).

M. Asselin, après avoir participé aux falsifications de documents pour tromper l'AMF, a dénoncé M. Lacroix à la GRC et à l'AMF en 2005, en échange d'une immunité pour ses crimes avoués.

M. Lacroix, qui se défend sans l'aide d'un avocat, a affirmé que certaines données du rapport annuel de Norbourg, décrites comme fausses par M. Asselin,

Vincent Lacroix, qui se défend sans l'aide d'un avocat, a affirmé que certaines données du rapport annuel de Norbourg, décrites comme fausses par Éric Asselin, étaient vraies, et que l'AMF aurait dû le savoir.

étaient vraies, et que l'AMF aurait dû le savoir.

Les contestations de M. Lacroix, sur des points de preuve très pointus, montrent aussi qu'il n'a pas l'intention de concéder quoi que ce soit au procureur de l'AMF.

Les arguments entendus hier étaient très techniques et ont surtout servi à clarifier certains éléments des accusations.

La journée d'hier aura au moins permis de démontrer que la signature de Vincent Lacroix est encore honorée par au moins une entité commerciale d'importance, et ce malgré les nombreuses falsifications qui sont reprochées au financier dans le cadre de l'affaire Norbourg.

En effet, les audiences de l'après-midi ont été interrompues par l'arrivée d'un livreur d'une grande messagerie nationale, venu porter 16 grosses boîtes de documents à M. Lacroix. « Ah, elles étaient supposées être livrées à 10 h », a dit M. Lacroix. Le livreur a déchargé son chariot. Il a regardé M. Lacroix signer le bon de réception et les deux hommes ont échangé un sourire.

Parlant de boîtes, l'AMF n'est pas en reste, ce qui montre l'ampleur de la preuve documentaire qui sera servie au juge Leblond durant les six semaines prévues au procès. Une cinquantaine de boîtes contenant des documents jonchent déjà le côté de la poursuite, dans la salle d'audience.

« Ne vous excitez pas, il y a des doubles dans le lot », a dit M^e Éric Downs, quand il a vu un journaliste de *La Presse* compter les contenants de carton qui forment une sorte de rempart dans lequel le procureur de l'AMF se trouve emmuré.

Par ailleurs certains investisseurs floués de Norbourg ont fait une sortie en règle contre l'AMF. Le réseau TVA rapportait hier que les actionnaires des fonds Perfolio (surnommés les « fonds de riches » parce qu'ils appartiennent surtout à des professionnels) envisagent de poursuivre l'AMF pour la contraindre à augmenter les indemnités accordées par un fonds provincial d'aide aux victimes de fraudes.

Jacques Dodier a déclaré à TVA que l'AMF cherche à refaire sa crédibilité par des poursuites, mais qu'elle « n'aide en rien » les investisseurs floués de Perfolio.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Une vue des bureaux de Norbourg, à Montréal, avec les actes de saisie placardés dans les portes, le 1^{er} décembre 2005.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

Entre deux maux, je choisis toujours celui que je n'ai jamais essayé.
— Mae West (actrice)

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

						9		
	7		3	8				
9			2			6		5
					4			1
	8	6						
	4		1	5	3			7
			4					2
						5		4
	5				8	7		

Niveau de difficulté : MOYEN

0643

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	6	3	8	7	5	2	4	9
8	4	9	3	6	2	1	5	7
7	2	5	4	1	9	6	3	8
3	5	4	6	9	1	8	7	2
9	1	7	2	3	8	4	6	5
2	8	6	7	5	4	3	9	1
4	3	2	9	8	7	5	1	6
6	7	1	5	2	3	9	8	4
5	9	8	1	4	6	7	2	3

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary

0642

La « bulle » des métaux sur le point d'éclater?

BLOOMBERG ET LA PRESSE AFFAIRES

Le cuivre, le nickel et le plomb, les matières premières les plus performantes en Bourse durant les quatre derniers mois, pourraient connaître les pires résultats d'ici la fin de l'année.

Le prix de l'aluminium, cependant, pourrait continuer son ascension, selon au moins un courtier. La firme UBS table en effet sur une hausse moyen du prix de 11 % pour l'année 2007.

À Wall Street, la rumeur selon laquelle les stocks de métaux (sauf l'aluminium) excèdent la demande s'intensifie. Les mises

en garde des sociétés de services financiers contre un engouement qui montre tous les signes d'un essoufflement fusent de partout, qu'il s'agisse de Goldman Sachs ou de JP Morgan Chase & Co. en passant par la Société Générale.

« Il s'agit d'une véritable bulle financière », affirme le négociateur David Threlkeld, qui en 1996 a été le premier à mettre en garde le marché international contre un effondrement provoqué par l'accumulation des stocks de cuivre du producteur Sumitomo Corp. Une fois de plus, « la quantité de cuivre vendue est énorme », explique M. Threlkeld, président de Resolved Inc.

Les investisseurs qui misent sur une baisse des prix des métaux estiment que la consommation de ces métaux diminuera notamment à cause de la Chine, plus important utilisateur du monde, qui tente de contenir le secteur du crédit par une hausse des taux d'intérêt après avoir enregistré une croissance économique de 11,1 % au premier trimestre.

Selon Stephan Roach, économiste en chef chez Morgan Stanley, deuxième banque d'investissement par sa capitalisation, la demande faiblit également en raison du ralentissement économique aux États-Unis. En outre, la volonté de remplacer le cuivre

et le nickel par des matériaux moins coûteux se raffermir.

Une surprise

Le prix de la tonne métrique de cuivre diminuera de 30 % par rapport à son prix actuel, qui est d'environ 8000 \$US, pour atteindre quelque 5650 \$US au quatrième trimestre. C'est du moins la médiane des prévisions faites par 12 analystes financiers et compilées par le journal *Bloomberg*. Quant au nickel et au plomb, leurs prix à la tonne baisseront de 50 % par rapport aux prix records atteints le 4 mai dernier, soit 24 450 \$US et 1000 \$US respectivement. L'effondrement

prévu réduirait les exportations de l'Australie, du Canada et du Chili, éliminant plus de 22 milliards US à la Bourse des métaux de Londres et réduisant les profits des sociétés minières tels que BHP Billiton, plus importante à l'échelle mondiale, ou de OAO GMK Norilsk Nickel, principal producteur de métaux en Russie.

À dire vrai, de nombreux investisseurs qui misent sur une baisse des prix des métaux ont déjà fait fausse route cette année. Un investisseur agissant sur le conseil de JP Morgan, troisième banque en importance aux États-Unis, a raté des gains de 67 % pour le nickel, de 30 % pour le cuivre et de 41 % pour le plomb; des métaux qui figurent parmi les 26 matériaux les plus performants de l'indice UBS Bloomberg CMCI). Ces résultats se comparent à une augmentation de 6,2 % de l'indice Standard & Poor's 500 de la Bourse de New York et à une hausse de 2 % du rendement du marché obligataire américain, selon les indices de Merrill Lynch.

PRÉCISION

Le surtitre de l'article publié hier en une de *La Presse Affaires* laissait entendre que l'enquête de l'ACCOVAM sur Marc Beaudoin portait sur le blanchiment d'argent. Or, en

réalité, *La Presse Affaires* ne connaît pas la nature de l'enquête, tel que l'indiquait le texte. Pour l'instant, l'ACCOVAM garde confidentiels les motifs de son enquête.

AVIS

800

801

AVIS LÉGAUX

801

AVIS LÉGAUX

Avis aux détenteurs de parts et aux créanciers désirant établir le bien-fondé d'une réclamation (Date de prescription des réclamations)

Sur la question de la mise sous séquestre de la Corporation de gestion et de recherche @rgentum et de certains fonds mutuels d'@rgentum ("@rgentum").

PRENEZ NOTE qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, rôle commercial, produite le 27 mars 2007 ("l'Ordonnance"), un "Processus de réclamation" a été approuvé pour décision à l'égard de toutes les réclamations contre Portefeuille canadien de performance @rgentum, Portefeuille de revenu @rgentum, Portefeuille d'actifs à court terme @rgentum, Portefeuille A/V actions canadiennes @rgentum et Portefeuille marché neutre @rgentum combiné (dont l'ensemble est appelé "Fonds solvables").

Le 26 avril 2007, A. John Page & Associates Inc., le séquestre d'@rgentum, a fait parvenir aux détenteurs de parts connus des Fonds solvables un "Avis des parts" faisant mention du nombre des parts détenues par ceux-ci en date du 16 novembre 2005. A moins de faire l'objet d'une contestation dans le cadre du Processus de réclamation dans le temps alloué, les réclamations des détenteurs de parts connus seront traitées selon le nombre de parts établi dans l'Avis des parts. Les détenteurs de parts des Fonds solvables qui n'ont pas reçu un "Avis des parts" doivent déposer une Preuve de réclamation auprès du séquestre au plus tard à 17h HAE le 5 juillet 2007 (la "Date de prescription des réclamations") afin de s'assurer qu'ils reçoivent leurs parts d'une éventuelle répartition aux détenteurs de parts des Fonds solvables. Toute personne pensant être en droit de déposer une réclamation à titre de créancier(ère) contre un des participants aux Fonds solvables en date du 16 novembre 2005 doit également déposer une Preuve de réclamation auprès du séquestre au plus tard à la Date de prescription des réclamations.

LES RÉCLAMATIONS (AUTRES QUE LES TITRES DÉTENUS FIGURANT SUR L'AVIS DES PARTS) CONTRE LES FONDS SOLVABLES QUI NE SONT PAS REÇUES À LA DATE DE PRESCRIPTION DES RÉCLAMATIONS SERONT NON AVENUES ET ÉTEINTES POUR TOUJOURS.

Le Processus de réclamation ne s'applique à aucun des autres fonds mutuels d'@rgentum.

De plus amples renseignements, y compris des exemplaires de l'Ordonnance, du Processus de réclamation ainsi que du formulaire de Preuve de réclamation peuvent être obtenus sur le site Web du séquestre à l'adresse www.ajohnpage.com ou à l'adresse :



A. John Page & Associates Inc.
Séquestre d'@rgentum
Bureau 447, 100, rue Richmond Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 3K6

A l'attention de : Catherine Vangelisti

Téléphone : 416-364-4894, poste 15
Fax : 416-364-4869
Courriel : ctvangeli@ajohnpage.com

Fait à Toronto, le 10e jour du mois de mai 2007

AVIS de clôture d'inventaire

Prenez avis que **DAVID RALPH KING**, en son vivant résident au 13 Erinmore, Kirkland, Québec, H9H 3V7, est décédé à Montréal, Québec, le 7 octobre 2006. Un inventaire de ses biens peut être consulté au bureau de Me Antonella CACCARELLI, Notaire, au 750 Marcel-Laurin, # 470, St-Laurent, Québec.

Donné ce 8 mai 2007.

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **9181-4335 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 10 997, rue Étienne-Desmar-teaux, Mirabel (Québec) J7J 2N4, demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal, le 8 mai 2007
Les procureurs de la compagnie, **LEGER ROBIC RICHARD, s.e.n.c.r.l.**

AVIS DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la compagnie **2746-6168 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Me Jacques Méthot

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES donné que la compagnie **9143-1809 QUÉBEC INC.** compagnie constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec), ayant son siège social situé au 800, boul. René-Lévesque ouest, bur. 2220, Montréal, province de Québec, demandera au Registraire des Entreprises du Québec la permission d'obtenir sa dissolution, en vertu des dispositions de l'article 28 de la Loi sur les compagnies (Québec).
MONTRÉAL, ce 1er mai 2007
KAUFMAN LARAMÉE, s.e.n.c.r.l. avocats

PRENEZ AVIS que **9145-7143 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des Entreprises la permission de se dissoudre.

PRENEZ AVIS que la compagnie **ASCENSEURS MJ INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, 9 mai 2007
Danielle Gingras, avocate



PHOTO TIM WIMBORNE, REUTERS

Les actions de BHP Billiton, inscrites en Bourse en Australie et au Royaume-Uni, ont pris 5,4 % hier à Londres.

Autre mégafusion minière en vue

FUSION

suite de la page 1

Selon lui, la société située à Melbourne réduirait ses coûts de 500 millions US avec l'achat de Rio Tinto, entreprise établie à Londres, grâce à la mise en commun des mines australiennes de minerais de fer et de charbon.

Cependant, elle devrait payer une prime de 30 % sur le prix actuel de l'action, estime le spécialiste.

La reprise boursière qui dure depuis cinq ans dans le secteur des matières premières, a généré l'année dernière des acquisitions de plus de 123 milliards US dans l'industrie minière.

Au début de la semaine, l'américain Alcoa a dévoilé une offre de 33 milliards US pour le canadien Alcan. Une fusion des deux groupes créerait le plus grand producteur d'aluminium de la planète.

Ainsi, les prix des actions resteront-ils élevés durant les prochaines années, ce qui incitera d'autres offres publiques d'achat, selon la firme Merrill Lynch.

« Les importantes liquidités et le levier financier de Rio Tinto attirent les fonds de placement privés, mais on estime que BHP Billiton représente le plus prometteur des concurrents étant donnée la synergie des activités d'exploitation des deux entreprises », ajoute M. Wilkins.

Quant aux actions de BHP Billiton, inscrites en Bourse en Australie et au Royaume-Uni, elles ont pris 5,4 % hier à Londres, portant la valeur boursière de la compagnie à 147 milliards US.

Le fait que l'action de BHP Billiton est cotée à la Bourse australienne permettrait à l'entreprise de contourner certaines contraintes réglementaires qui, dans le cas d'une offre publique

d'achat pour Rio Tinto, bloqueraient bon nombre d'entreprises établies à l'étranger, notamment Anglo American Plc, deuxième société minière en importance à l'échelle, l'entreprise minière suisse Xstrata Plc et l'entreprise brésilienne Cia Vale do Rio Doce (CVRD), commente Citigroup.

L'union de ces deux géants donnerait naissance à colosse minier ayant une production de cuivre de 1,99 million de tonnes, lui donnant le premier rang mondial devant le chilien Codelco (1,79 million de tonnes), selon la firme britannique CRU (chiffre de 2006).

La production de minerai de fer du duo Rio-BHP s'élèverait quant à elle à 279 millions de tonnes, surpassant celle de l'actuel leader mondial, CVRD, dont la production annuelle est de 270 millions de tonnes.

Avec Bloomberg et AFP

VOS QUESTIONS À....

Jean-Pierre Léger, PDG de St-Hubert

Une fois par semaine, une personnalité du monde des affaires répond à vos questions. Que ce soit l'état de la conjoncture économique, la gestion du personnel, la concurrence étrangère ou la conciliation travail-famille, tous les sujets peuvent être abordés.

Nous poursuivons cette série avec Jean-Pierre Léger, président et chef de direction du Groupe St-Hubert.

Posez vos questions et lisez les réponses de M. Léger dans *La Presse* et LaPresseAffaires.com le lundi 14 mai.

Envoyez vos questions à vpouliot@lapresse.ca

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

La confiance règne

MARIE TISON

La Corporation Financière Power est confiante : le redressement du gestionnaire de fonds américain qu'elle est en voie d'acquérir, Putnam Investments Trust, est déjà bien amorcé.

« Un des éléments intéressants que nous avons découverts en faisant notre vérification diligente, c'est que l'équipe de direction qui est arrivée en place il y a un peu plus de trois ans a déjà pris plusieurs initiatives pour améliorer la performance de Putnam, a déclaré le président et chef de la direction de la Corporation Financière Power, Jeffrey Orr, à l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires hier. C'est une équipe avec laquelle nous pouvons travailler et nous appuyons son plan. »

C'est le 1^{er} février dernier qu'une filiale de la Corporation Financière Power, la Great-West Lifeco, a annoncé l'acquisition de Putnam Investments Trust dans le cadre d'une transaction de 4,6 milliards de dollars canadiens.

Putnam est une des plus importantes entreprises de gestion de placements aux États-Unis, avec des actifs sous gestion de 225 milliards CAN, 11 millions de porteurs de parts et de participants, 3000 employés et des bureaux à Boston, Londres et Tokyo.

Les fonds de Putnam ont cependant eu des rendements plutôt faibles ces dernières années et l'entreprise a été éclaiboussée par le scandale du « market timing » (synchronisation du marché) en 2003. Des gestionnaires de fonds manipulaient alors les titres en tirant avantage du décalage horaire des marchés internationaux.

Les clients de Putnam ont été nombreux à liquider leurs parts et les actifs sous gestion ont fondu de moitié.

M. Orr a souligné que la nouvelle direction avait pris des mesures pour améliorer la performance des fonds et que déjà, les deux tiers enregistraient maintenant de très bons rendements.

« Il y a une partie de ces fonds qui ne performe pas aussi bien et la nouvelle direction de Putnam se concentre là-dessus », a-t-il fait observer.

Il a ajouté que le taux de rachat des fonds de Putnam, qui était plus élevé que la moyenne de l'industrie, était maintenant inférieur et que la direction travaillait également à réduire les coûts de l'entreprise.

« Les marges devraient rattraper celles de l'ensemble de l'industrie d'ici 18 à 24 mois », a-t-il affirmé.

L'acquisition de Putnam, qui devrait se concrétiser d'ici la fin du deuxième trimestre, donnera également une base à la Corporation Financière Power en Asie, ce qui pourrait permettre une éventuelle expansion.

« Dans le passé, lorsque nous avons regardé la possibilité de faire quelque chose en Chine ou à Taiwan, nous avons trouvé difficile le fait de ne pas avoir nulle part, dans le groupe financier, de personnes qui vivaient dans ce fuseau horaire, qui y étaient établies, qui y avaient leur réseau, a indiqué le président du conseil d'administration de la Corporation Financière Power, Robert Gratton. Là, ça vient de changer d'un seul coup. »

La Corporation Financière Power a poursuivi sa croissance au premier trimestre : le chiffre



Paul Desmarais, président du comité exécutif de Power Corporation du Canada (à gauche), a assisté en compagnie de ses deux fils, Paul Desmarais, jr (au centre) et André Desmarais, co-chefs de la direction de Power Corporation, à la présentation des résultats de la Corporation Financière Power.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

d'affaires a bondi de 28 % pour atteindre 8,1 milliards de dollars, le bénéfice net a augmenté de 18 % pour atteindre 482 millions. Le conseil d'administration a décidé une nouvelle fois d'augmenter le dividende trimestriel pour le porter à 29 cents par action.

Le président du comité exécutif de Power Corporation, Paul Desmarais, a tenu à se lever à la

fin de l'assemblée des actionnaires pour souligner le travail de la direction de la Corporation Financière Power.

« Ils ont fait un travail fantastique, a-t-il lancé. Je me suis retiré il y a 10 ans. Maintenant, mon seul regret, c'est de ne pas m'être retiré 10 ans auparavant, j'aurais pu voir progresser l'entreprise encore plus vite. »

M. Desmarais, âgé de 80 ans, a

déclaré qu'il entendait bien être là dans 10 ans pour féliciter à nouveau la direction.

« Je vous remercie au nom de tous les actionnaires qui ont fait autant d'argent que moi par action », a-t-il conclu, non sans humour.

Le titre de la Corporation Financière Power a gagné 73 cents pour clôturer à 40,68 dollars hier.

Quebecor World entrevoit une reprise

PRESSE CANADIENNE

Malgré la perte de 38,1 millions US enregistrée à son premier trimestre, une accélération des efforts de réoutillage place Quebecor World en bonne position pour une reprise plus tard cette année, a estimé hier son président et chef de la direction, Wes Lucas, devant ses actionnaires réunis pour leur assemblée annuelle.

« Nous sommes sur la bonne voie, a déclaré M. Lucas, qui célébrera bientôt son premier anniversaire à la barre de la division du secteur de l'imprimerie du groupe Quebecor. Nous avons un solide plan pour

le succès et nous anticipons un revirement au cours de l'année 2008. »

La perte par action de 34 cents pour le trimestre terminé le 31 mars est surtout attribuable à des coûts de restructuration et à la radiation d'actifs.

L'an dernier, Quebecor World avait perdu 4 cents par action malgré un bénéfice net de 6,3 millions tiré des activités poursuivies.

Les résultats du premier trimestre de 2007 comprennent une charge de 23,1 millions US, soit 17 cents l'action, liée à la dépréciation d'actifs, à des dépenses de réorganisation et à d'autres

frais après impôts. Au même trimestre l'an dernier, cette charge était de 16,9 millions US, soit 13 cents l'action.

En excluant cette charge, la perte par action de Quebecor World est de 17 cents, contre 9 cents à la même période en 2006.

La société montréalaise a procédé à la fermeture ou à la vente de six installations au cours du trimestre, et à la mise en place ou au déménagement de huit nouvelles presses.

Ces changements ont entraîné l'élimination de plus de 1600 emplois en Amérique du Nord et plus de 800 en Europe.

D'ici le prochain trimestre, la

société s'attend à avoir ajouté ou déménagé 20 presses dans le cadre de son programme de réoutillage de 1 milliard lancé pour combattre les conditions difficiles du marché et les pratiques internes non efficaces.

« Naturellement nous sommes ravis des progrès que nous réalisons », a indiqué M. Lucas lors d'une conférence de presse.

« Les résultats sont conformes à ceux attendus quant à notre plan mais par rapport au niveau auquel nous nous trouvons, nous avons des aspirations bien plus grandes », a ajouté M. Lucas, qui a gagné près de 1,5 million en salaire et primes en près de huit

mois à son poste. Il a aussi reçu près de 660 000 \$ en frais de relocalisation et de consultation.

Le chiffre d'affaires trimestriel de Quebecor World a reculé à 1,39 milliard, par rapport à 1,46 milliard au premier trimestre de 2006. De plus faibles ventes de papier et l'impact temporaire de l'accélération du programme de restructuration ont été pointés du doigt pour expliquer ce déclin.

À la Bourse de Toronto, hier, l'action de Quebecor World a reculé de 22 cents, soit 1,45 \$, à 15 \$.

Reuters recule sur des prises de bénéfices

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — L'action du groupe britannique d'information financière Reuters a cédé hier une partie des gains engrangés grâce à l'offre d'achat du canadien Thomson, tandis que plusieurs actionnaires ont vendu des titres.

Le titre a fini en baisse de 2,86 % à 612 pence, après avoir gagné près de 27 % sur les séances de vendredi et mardi, la Bourse étant restée fermée lundi. Sa capitalisation boursière est actuellement de 7,7 milliards de livres (17 milliards CAN).

Plusieurs gestionnaires de fonds ont pris leurs bénéfices sur les récents gains de l'action. L'américain Fidelity a cédé 7,67 millions de titres, ramenant sa participation au capital à 3,56 %, et Lone Pine Capital a vendu 4,15 millions d'actions, ramenant la sienne à 2,38 %.

Les britanniques Schroders, Majedie Asset Management et F&C Asset Management ont également vendu des actions Reuters.

Paul Gooden, analyste de la banque ABN Amro, a estimé dans une note que la fondation chargée d'assurer l'indépendance éditoriale de Reuters, qui peut s'opposer à tout rachat du groupe via une « golden share », devrait approuver l'opération.

Il a écarté aussi d'éventuels problèmes de concurrence aux États-Unis, où la part de marché de Bloomberg est de 52 % contre 27 % à Reuters et 14 % à Thomson selon lui, ainsi qu'en Europe, où la part de marché de Thomson est de 1 %.

SG Securities en revanche estime que les autorités de la concurrence et la fondation Reuters pourraient empêcher la fusion, et n'accorde qu'une chance de 50 % à la réussite de l'opération.

Prix d'excellence du CDA de 2007
Michel Beauséjour, FCA



Michel Beauséjour de Montréal (QC) a récemment été reconnu par ses pairs lorsque l'Association des directeurs d'association (CDA) de l'Association canadienne de l'immeuble lui a décerné le Prix d'excellence 2007. M. Beauséjour occupe le poste de chef de la direction à la Chambre immobilière du Grand Montréal et à la Fédération des Chambres immobilières du Québec.

Le CDA est composé de professionnels qui s'impliquent dans la gestion des associations immobilières à la grandeur du Canada. Il s'occupe de fournir aux AGENTS IMMOBILIERS des ressources en matière de leadership et de gestion. Le prix d'excellence est attribué à un membre du CDA qui fait preuve de professionnalisme, d'engagement et de leadership au sein de l'industrie.



Jaf
Prêt à Porter

SOLDE PRINTANIER
L'élégance appartient aux hommes

ACHETEZ 4 ARTICLES POUR 100 \$

Choisissez parmi les meilleures marques de pantalons, polos, tee-shirts, chemises sports et de soirée.

SOLDE DE TAILLEURS

PRIX RÉGULIER 500 \$

MAINTENANT

300 \$

OU

2 POUR 500 \$

www.jaf.ca

619, René-Lévesque O.
Montréal
514-877-9888

900, Décarie,
Saint-Laurent
(métro Côte-Vertu)
514-744-0985

3240, Saint-Martin O.
Laval
(place Marois)
450-978-9661



Keith E. Creel

Le président-directeur général du CN, E. Hunter Harrison, est heureux d'annoncer la nomination de Keith E. Creel au poste de vice-président exécutif Exploitation. M. Creel sera responsable des activités ferroviaires du CN au Canada et aux États-Unis.

M. Creel occupait le poste de premier vice-président Région de l'Est du CN depuis le mois de janvier 2004. Il a aussi occupé les postes de premier vice-président Région de l'Ouest du Canada et de vice-président Division des Prairies du CN. M. Creel a entamé sa carrière de cheminot au Burlington Northern Railway en 1992, avant de se joindre, en 1996, au Illinois Central Railroad, où il s'est hissé au poste de directeur général Zone du Michigan dans la division du Midwest. M. Creel est titulaire d'un baccalauréat en sciences, avec spécialisation en marketing et en gestion, de l'Université de Jacksonville. Il a été officier commissionné dans l'armée des États-Unis pendant la guerre du Golfe Persique.

Couvrant le Canada et le centre des États-Unis, du Pacifique à l'Atlantique et jusqu'à Gulf du Mexique, le réseau du CN – la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – dessert les ports de Vancouver, Prince Rupert, en Colombie-Britannique, Montréal, Halifax, La Nouvelle-Orléans et Mobile, en Alabama, ainsi que les grandes villes que sont Toronto, Buffalo, Chicago, Detroit, Duluth et Minneapolis St. Paul, au Minnesota, Superior et Green Bay, au Wisconsin, Memphis, Saint Louis et Jackson, au Mississippi. Il a en outre des liaisons avec toutes les régions de l'Amérique du Nord.

www.cn.ca

ACTUEL SANTÉ AUX P'TITS SOINS...
Tous les dimanches dans **LA PRESSE**

LA PRESSE AFFAIRES DES IDÉES QU'ON AIME

Des yeux tout le tour de la tête

LE CONCEPT

Cette firme montréalaise produit une lentille unique capable de saisir des images à 360 degrés même sur des caméras conventionnelles.

POURQUOI ON AIME

Les caméras dotées de cette technologie augmentent la sécurité dans les commerces, édifices, lieux publics, prisons, aéroports, casinos, etc.



FRANÇOIS PERREULT
COLLABORATION SPÉCIALE

Sur l'écran de surveillance d'un édifice, un homme circule devant les ascenseurs. Soudainement, il disparaît de l'écran pour réapparaître deux secondes plus tard sur celui d'à côté, lequel montre les entrées et sorties du bâtiment.

Le phénomène est banal; l'individu est simplement sorti du champ de vision d'une caméra de sécurité pour entrer ensuite dans celui d'une autre. Toutefois, personne ne sait précisément ce qui s'est passé pendant l'instant où il se trouvait dans une zone aveugle.

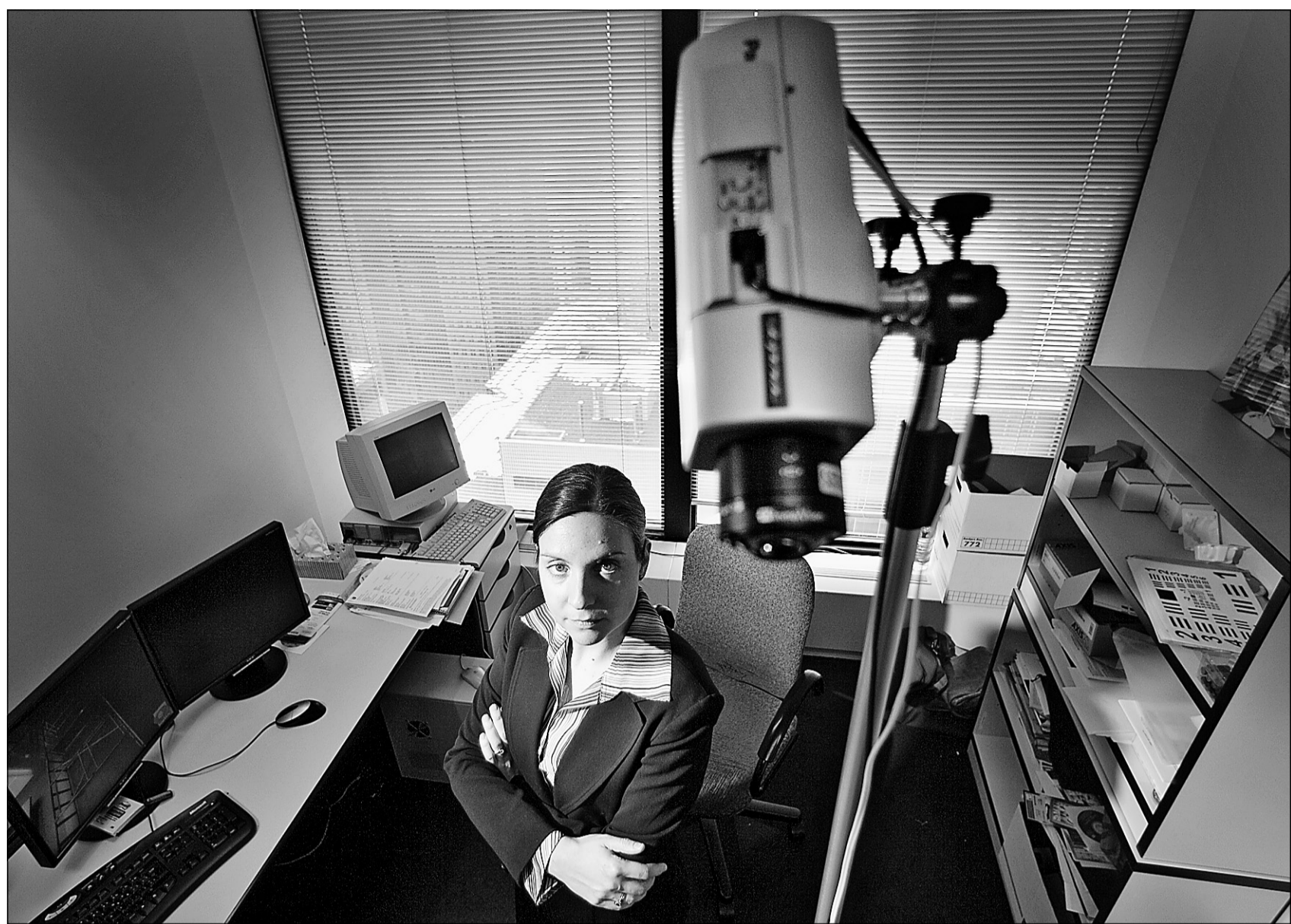
Ce problème ne se pose plus grâce à une lentille panoramique de l'entreprise montréalaise ImmerVision, qui offre une vision à 360 degrés, sans distorsion, même sur des caméras conventionnelles. Ici, plus besoin de se doter de l'équipement dernier cri pour bénéficier de la lentille.

L'avantage est considérable, compte tenu que 95 % des acteurs du marché utilisent des capteurs vidéo standard.

Il n'est surtout plus nécessaire de diviser l'image en plusieurs écrans afin d'obtenir une vision panoramique et éliminer ainsi les espaces non couverts. « Certains casinos comptent jusqu'à 600 caméras de sécurité. Pourtant, on y trouve encore des zones aveugles », affirme Alessandro Gasparini, chef de la direction commerciale, qui a justement présenté le produit à Las Vegas il y a quelques mois.

« La technologie panoramique, qui combine la vision panoramique et anamorphique, élimine de tels trous, car avec une seule caméra, on obtient des angles de vue multiples et simultanés », indique-t-il.

Si l'outil fait disparaître les zones aveugles, sa portée est aussi plus grande que celle de lentilles conventionnelles de type « fish-



Pascale Nini, présidente et chef de la direction d'ImmerVision. La firme montréalaise offre une technologie permettant la captation d'images mobiles et fixes à 360 degrés.

eye » ou encore miroir, où, dans le dernier cas l'image s'apparente parfois davantage à celle d'un miroir convexe.

En termes concrets, cela signifie qu'on peut détecter une présence de deux à quatre fois plus loin et, surtout, ne pas perdre la

« Certains casinos comptent jusqu'à 600 caméras de sécurité. Pourtant, on y trouve encore des zones aveugles. »

trace d'une personne, le temps qu'elle intègre le champ d'une autre caméra.

Un concept né en France, développé à Montréal

Cette technologie a d'abord été pensée en France en 1999 par l'entrepreneur Jean-Claude Artonne. Puis, Pascale Nini s'est jointe à lui à titre de premier investisseur. En 2003, elle est devenue présidente et chef de la direction de l'entreprise.

La stratégie commerciale et la recherche de financement ont incité l'organisation à s'établir à Montréal cette même année. La décision a été facilitée par le fait que 40 % du marché visé se trouvait en Amérique.

En tout, les ingénieurs ont

consacré plus de cinq ans à mettre au point la technologie optique et les algorithmes pour traiter l'image et permettre la navigation à l'intérieur de celle-ci comme si la personne qui la regarde se trouvait au milieu de la scène. Le produit a finalement été lancé en septembre dernier.

Six mois plus tard, il était désigné comme étant l'innovation technologique en Amérique du Nord par la firme de consultants industriels Frost & Sullivan.

Si le secteur de la surveillance et de la sécurité demeure le créneau principal visé par ImmerVision, la compagnie destine aussi son produit à d'autres domaines, notamment la médecine, l'aérospatial et la défense ainsi que la vidéoconférence.

Dans ce cas-ci, la combinaison des optiques panoramiques et des logiciels de visualisation panoramique d'ImmerVision permet aux personnes réunies autour d'une table, assises ou en mouvement, de participer simultanément aux vidéoconférences en demeurant visibles. En comparaison, une webcam ordinaire n'offre un angle de vue que de 60 degrés.

Le 360° accessible

Les applications de l'outil d'ImmerVision ne se limitent pas qu'aux écrans : la lentille peut être employée sur des supports comme des téléphones sans fil ou des appareils de type assistants personnels (ordinateurs de poche

ou PDA). Un propriétaire de maison pourrait ainsi savoir en temps réel sur l'écran de son téléphone portable ou de son ordinateur ce qui se passe chez lui. Le marché de l'immobilier représente une autre avenue, les logiciels étant déjà utilisés dans ce domaine.

Détentrice de six brevets, ImmerVision souhaite démocratiser l'utilisation du 360 degrés en permettant que sa technologie s'intègre à l'intérieur de solutions de visualisation variées. « Nous allons donc travailler conjointement avec les grandes marques de produits de masse et industriels », explique Pascale Nini.

Son organisation a déjà conclu des ententes avec d'importants acteurs de vidéosurveillance dont la firme britannique Petards, présente dans 40 pays et qui gère notamment la sécurité dans de nombreux casinos.

Dans un autre registre, l'Observatoire de Marseille a confié à ImmerVision la conception d'un imageur pour ses télescopes dans le but d'en accroître le champ de vue.



RBC Assurances

Compagnie d'assurance vie RBC
Assemblée générale annuelle de l'actionnaire et des titulaires de contrat

L'assemblée générale annuelle de l'actionnaire et des titulaires de contrat de la Compagnie d'assurance vie RBC se tiendra aux bureaux de RBC Assurances, 6880, Financial Drive, Mississauga (Ontario), le jeudi 24 mai 2007 à 8 h 30 afin de traiter les questions suivantes :

1. La réception du rapport financier annuel 2006 ;
2. La réception du rapport du vérificateur et du rapport de l'actuaire ;
3. L'élection des administrateurs représentant les titulaires de contrat et des administrateurs représentant l'actionnaire ;
4. La nomination des vérificateurs ; et
5. Toute autre question pouvant être dûment soumise à l'assemblée.

Mississauga (Ontario)
Le 24 avril 2007



Tous les jours dans LA PRESSE

Avis de dividende
ALCAN INC.

Dividende trimestriel Par action
Actions ordinaires É.-U. 0,20 \$

Payable - le 20 juin 2007
Date de clôture des registres - le 18 mai 2007

Roy Millington
Secrétaire
3481794A



Gaz Métro améliore son sort

HÉLÈNE BARIL

La société en commandite Gaz Métro a légèrement amélioré son sort au deuxième trimestre, en raison des livraisons à la centrale au gaz naturel de TransCanada Energy à Bécancour, de l'augmentation de ses tarifs et au temps plus froid qui a prévalu l'hiver dernier.

Le bénéfice net du trimestre a été de 104,3 millions de dollars, comparativement à 102,8 millions pour la même période l'an dernier. En dépit de cette embellie, Gaz Métro souffre toujours de la réduction du taux de rendement de base autorisé et de la perte d'importants clients de Portland Natural Gas (PNGTS), a indiqué sa présidente, Sophie Brochu.

Le rendement autorisé de Gaz Métro est calculé en fonction du volume de gaz livré, si bien que les efforts de la compagnie pour encourager l'efficacité énergétique de sa clientèle réduisent sa rentabilité. L'entreprise vient toutefois d'obtenir de la Régie de l'énergie des modifications à la formule de calcul de son rendement qui tien-

dra moins compte des volumes et davantage de sa performance. Mais les effets de cette nouvelle formule ne seront pas visibles avant le prochain exercice.

En attendant, Gaz Métro doit se battre avec le mazout et l'électricité pour accroître sa part de marché au Québec. Dans le marché des grandes entreprises, le gaz coûte plus cher que le mazout qu'il pourrait remplacer et, dans le secteur résidentiel, il est de 12 % plus cher que la source d'énergie concurrente, l'électricité.

Aussi, la division Distribution de gaz, de loin la principale activité de Gaz Métro, a encore vu son bénéfice baisser au deuxième trimestre. Le profit a été de 94,3 millions, en baisse de 0,5 %, ou de 500 000 \$, comparativement à la même période l'an dernier.

Quant aux clients perdus du réseau de PNGTS, ils commencent à être remplacés, a fait savoir hier la présidente de Gaz Métro lors d'une téléconférence avec les analystes financiers. Le bénéfice de la division Transport a également reculé, passant 6,4 à 5,2 millions.

L'amélioration des résultats du trimestre s'explique également par la suspension des dépenses liées au projet de terminal méthanier de Lévis, aussi connu sous le nom de Rabaska. Gaz Métro attend le rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement avant de décider du sort de son projet de 800 millions. Un projet concurrent, celui de Petro-Canada à Cacouna, a déjà passé cette étape, mais il doit être complété par un gazoduc entre Cacouna et Lévis qui doit lui aussi être examiné par les autorités environnementales.

Au deuxième trimestre l'an dernier, Gaz Métro avait réduit la distribution versée à ses porteurs de part de 34 à 31 cents pour faire face aux déficits qu'elle doit affronter. Hier, l'entreprise a annoncé le versement de la même distribution de 31 cents et indiqué qu'elle ne serait pas modifiée d'ici la fin de l'exercice.

Les parts de Gaz Métro se sont échangées entre 15,30 \$ et 18,50 \$ au cours de la dernière année. Hier, elles ont clôturé à 16,55 \$, en baisse de 2 cents.

Des profits records pour Boralex

PRESSE CANADIENNE

L'action de Boralex a bondi de près de 13 % hier, alors que le producteur d'électricité a réalisé au premier trimestre de 2007 le meilleur résultat trimestriel de son histoire.

Les profits ont bondi de 31 % et les revenus ont grimpé de 37 % par rapport à ceux de la période

correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net de Boralex pour la période de trois mois terminée le 31 mars dernier a été de 9,8 millions de dollars, comparativement à 7,5 millions un an plus tôt.

Par action, le bénéfice net du dernier trimestre complété s'est élevé à 32 cents (dilué), comparativement à 25 cents au

premier trimestre de 2006.

Les revenus issus de la vente d'énergie des trois premiers mois de 2007 se chiffrent, pour leur part, à 50,8 millions, en hausse de 37 % par rapport aux produits de 37,1 millions de la même période en 2006.

L'action de Boralex a terminé en hausse de 1,66 \$, ou 12,7 %, à 14,76 \$ hier, à la Bourse de Toronto

*Vous êtes invité,
à un évènement exclusif
Venex faire l'essai du tout nouveau LR2*

Date: 15 et 16 mai 2007
Heure: 10 h à 20 h
Endroit: St-Léonard Land Rover
4305, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
RSVP: Claudette Vallée / 514-722-3344
Tirage d'un prix de présence (valeur 1 000 \$)

COMPÉTITIVITÉ MONDIALE

Le Canada glisse au 10^e rang, les É.-U. premiers

AP ET LA PRESSE AFFAIRES

GENÈVE — Les États-Unis conservent la palme de l'économie la plus compétitive au monde devant Singapour, Hong Kong, le Luxembourg et le Danemark. Le Canada glisse de trois positions pour se retrouver au 10^e rang, selon le palmarès annuel de l'école de commerce suisse IMD, publié hier.

L'Annuaire 2007 de la compétitivité mondiale, établi par l'IMD, basée à Lausanne, classe 55 économies selon 323 critères mesurant la manière dont elles créent et maintiennent des conditions favorables pour les entreprises.

Selon le directeur du programme, Stéphane Garelli, la suprématie américaine a été confortée par le dynamisme de ses marchés financiers. Mais l'économie des États-Unis a

également pâti d'un déficit commercial record, qui combiné au déficit budgétaire porte la dette nationale à 8700 milliards US, tempère-t-il.

Les États-Unis enregistrent également des résultats médiocres dans d'autres secteurs

Le nouveau classement montre que de nombreuses économies émergentes sont en train de combler leur retard avec les États-Unis.

comme les investissements dans les télécommunications, l'intérêt des jeunes pour la science, les abonnements dans la téléphonie mobile et la connaissance des langues étrangères parmi sa main d'oeuvre, selon le rapport.

Certaines de ces lacunes

avaient déjà été montrées du doigt dans un classement similaire publié l'an dernier par le Forum économique mondial, où les États-Unis avaient chuté de la première à la sixième place.

« C'est très bien d'être le premier, mais le problème est que

le modèle américain est copié par tout le monde », explique M. Garelli. « Les États-Unis doivent se réinventer constamment parce que tout le monde vole leur recette. »

Selon M. Garelli, le nouveau classement montre que de nombreuses économies émergentes

sont en train de combler leur retard avec les États-Unis. « De nouvelles entreprises et de nouvelles marques apparaissent partout dans le monde. »

La Chine (15^e) gagne trois places, selon le rapport. Parmi les pays riches qui ont amélioré leur compétitivité ces dernières années figurent l'Autriche, le Danemark, la Suisse et Hong Kong.

Selon M. Garelli, seulement 15 des pays étudiés perdent du terrain sur les États-Unis, dont le Canada,

l'Italie, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Turquie et la France. En revanche, l'Allemagne (16^e) a réalisé la plus forte progression avec un bond de neuf places tandis que l'Afrique du Sud (50^e) enregistre la chute la plus lourde, avec un recul de 12 places.

LES PLUS COMPÉTITIFS

Entre parenthèses le classement de 2006

1. États-Unis (1)
2. Singapour (3)
3. Hong Kong (2)
4. Luxembourg (9)
5. Danemark (5)
6. Suisse (8)
7. Islande (4)
8. Pays-Bas (15)
9. Suède (14)
10. Canada (7)
11. Autriche (13)
12. Australie (6)
13. Norvège (12)
14. Irlande (11)
15. Chine (18)
16. Allemagne (25)
17. Finlande (10)
18. Taiwan (17)
19. Nouvelle-Zélande (21)
20. Grande Bretagne (20)

La Fed laisse les taux inchangés

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La Réserve fédérale américaine a comme prévu laissé son taux directeur inchangé hier à 5,25 %, se montrant confiante sur les chances d'un atterrissage en douceur de l'économie malgré le ralentissement de la croissance et l'inflation toujours un peu trop élevée.

« La croissance économique a ralenti dans la première partie de cette année », a souligné d'entrée de jeu la banque centrale dans son communiqué.

Autre modification par rapport à la précédente réunion, la banque a estimé que l'inflation de base reste un peu élevée — au lieu de dire qu'elle « semble » un peu élevée.

Pour le reste, la banque a publié un communiqué rigoureusement identique par rapport à celui de la réunion du 21 mars. C'est la septième fois consécutive que la banque centrale préférerait le statu quo.

Les analystes étaient prudents sur les leçons à tirer de cette décision.

« En cours d'année, la Fed voudra procéder à une petite baisse des taux, pour garantir l'atterrissage en douceur de l'économie », a estimé Joseph LaVorgna, de Deutsche Bank.

Ce communiqué réitère la conviction de la banque centrale que les maux qui touchent aujourd'hui l'économie américaine — croissance trop faible et inflation trop élevée — ne dureront pas.

« La Fed est assez contente parce que l'économie a ralenti, ce qui était son but, et que cela commence à faire baisser l'inflation », a estimé Avery Shenfeld, de CIBC World Markets.

Mais « la Fed n'a pas changé la formulation de sa prévision de croissance, elle reste plus confiante qu'on pourrait penser », a noté l'analyste.

Du côté de l'expansion en effet, la banque centrale a assuré que « l'économie devrait croître à un rythme modéré dans les trimestres à venir ». Cela signifie que la croissance anémique de 1,3 % enregistrée au premier trimestre (en rythme annuel) était une anomalie qui ne se répétera pas.

Cela signifie aussi que l'économie réussira à surmonter la crise de l'immobilier résidentiel, qui traverse une période « d'ajustement » selon la banque centrale. Le principal risque de cette crise est qu'elle ampute le pouvoir d'achat des ménages, et que le moteur de la consommation ne vienne à caler.

Les jours à venir permettront d'y voir plus clair sur ce point, avec notamment la publication aujourd'hui du déficit commercial et demain des ventes de détail.

Du côté de l'inflation, la Fed a répété que cela restait sa « préoccupation prédominante », mais qu'elle tablait sur une modération des pressions à terme.

Depuis plusieurs mois maintenant l'inflation annuelle évolue au-dessus de 2 %, dépassant le seuil de tolérance de la Fed. Il n'y a toutefois pas d'emballement, et les derniers chiffres ont été encourageants — notamment l'assagissement du coût du travail.

La Fed a mis un bémol toutefois en soulignant le taux élevé d'utilisation des ressources (salariés et entreprises). C'est une façon de mettre en avant les risques de hausse des salaires qui pourraient découler du faible taux de chômage.

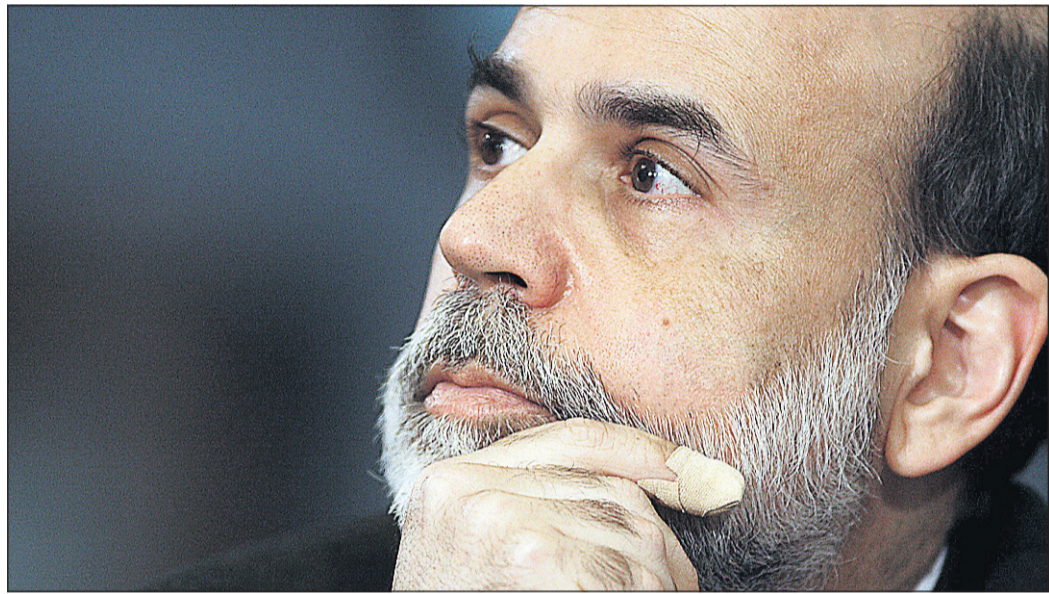


PHOTO KAREN BLEIER, AGENCE FRANCE-PRESSE

Ben Bernanke croit que le statu quo est la meilleure approche.

Vente de DaimlerChrysler

Magna s'attend à une réponse d'ici quelques semaines

TORONTO — Le président du conseil de Magna International, Frank Stronach, s'attend à ce que le constructeur automobile DaimlerChrysler réagisse d'ici quelques semaines à l'offre soumise pour sa division nord-américaine Chrysler par les entreprises canadiennes Magna et Onex.

M. Stronach a indiqué hier que l'offre formelle ayant été mise de l'avant, qu'il a qualifiée de complexe, ne prévoyait pas que Magna prenne en charge la dette de Chrysler.

À la suite de l'assemblée annuelle du gestionnaire de champs de courses de chevaux Magna Entertainment, dont il préside également le conseil, M. Stronach a affirmé à des journalistes que la société mère Magna, qui fabrique des pièces pour automobile, souhaitait

prendre part à une transaction ordonnée afin de préserver des emplois et peut-être même d'en créer de nouveaux, en plus d'être davantage concurrentiel.

Il a aussi dit croire que Magna était encore dans la course afin de mettre la main sur Chrysler.

M. Stronach a indiqué que Magna et Onex avaient soumis une offre très rentable, ajoutant que les deux entreprises comptaient sur le soutien d'importantes banques.

Selon certaines informations, l'offre serait d'une valeur de 4,6 milliards \$ US. M. Stronach a cependant refusé de donner quel quel détail que ce soit à ce sujet.

L'assemblée annuelle de Magna International a lieu aujourd'hui. PC

Toyota promet de faire encore mieux

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — Le groupe japonais Toyota, nouveau numéro un mondial de l'automobile, a dégagé des profits record en 2006-2007, affichant une insolente santé face à ses concurrents américains et européens en proie à de graves difficultés.

« La conjoncture est difficile, mais nous voulons y voir une chance de nouvelle croissance », a expliqué le patron de Toyota, Katsuaki Watanabe, lors d'une conférence de presse.

« La poursuite des efforts pour soutenir notre croissance internationale a puissamment contribué aux records de revenus, de bénéfice d'exploitation et de résultat net », a estimé M. Watanabe.

Fêtant cette année son 70^e anniversaire, le constructeur nippon, qui regroupe les

marques Toyota, Hino et Daihatsu, a écoulé quelque 8,5 millions de véhicules dans le monde entre avril 2006 et mars 2007, soit 500 000 de plus que l'année précédente.

Le groupe s'est même offert le luxe de frôler la barre des 3 millions d'unités vendues en Amérique du Nord, avec 2,94 millions d'exemplaires, alors que ses concurrents américains stagnent, embourbés dans une crise structurelle.

« C'est le résultat de la fidélité des clients et des efforts des salariés qui s'efforcent de créer les meilleurs véhicules possibles », a souligné le PDG de Toyota.

Toyota jouit d'une très bonne image de marque, notamment aux États-Unis.

Ses modèles y sont jugés mieux adaptés au marché local que les voitures américaines gourmandes, techniquement dépassées et aux modèles de base moins bien équipés.

OLIVER WYMAN

Les Conseillers en gestion Mercer, Mercer Oliver Wyman et Mercer Delta travaillent désormais ensemble sous un même nom, avec un engagement commun et une seule priorité : nos clients.

Oliver Wyman, avec plus de 2500 professionnels et 40 bureaux à travers le monde, allie dans le domaine du conseil des compétences sectorielles approfondies avec une expertise reconnue en matière de stratégie, d'opérations, de gestion du risque, de transformation organisationnelle et de développement du leadership.

Découvrez Oliver Wyman sur notre site : OliverWyman.com

OLIVER WYMAN

Atlanta ■ Barcelone ■ Boston ■ Calgary ■ Chicago ■ Cleveland ■ Columbus ■ Dallas
Detroit ■ Dubaï ■ Düsseldorf ■ Francfort ■ Hambourg ■ Hong Kong ■ Houston ■ Istanbul
Leatherhead ■ Lisbonne ■ Londres ■ Madrid ■ Melville ■ Mexico ■ Milan ■ Milwaukee
Montréal ■ Munich ■ New York ■ Paris ■ Pékin ■ Philadelphie ■ Pittsburgh ■ Portland
Princeton ■ San Francisco ■ São Paulo ■ Séoul ■ Shanghai ■ Singapour ■ Stockholm
Sydney ■ Toronto ■ Washington, D.C. ■ Zurich

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

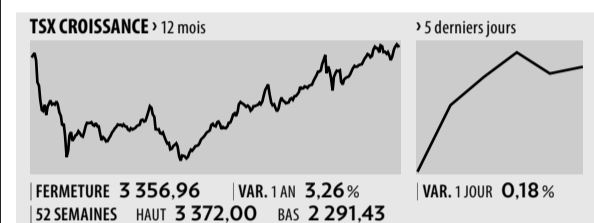
	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ Abitibi-Consolidated (A)	✓ 2,80	-0,08	-2,78	28 760	-6,36	1 232	4,47	2,53	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.B)	✓ 29,32	-0,31	-1,05	1 510	13,71	3 052	32,46	17,80	0,00
Addenda Capital (ADV)	23,20	0,04	0,17	228	-0,90	273	27,28	22,16	1,32
▼ Aeterna (AEZ)	3,92	-0,34	-7,98	2 568	-16,95	208	6,00	2,98	0,00
Air Canada (AC.B)	15,70	0,05	0,32	2 081	-10,90	1 570	21,05	15,56	0,00
▼ Alcan (AL)	✓ 86,30	-2,40	-2,71	62 768	51,99	31 721	90,93	41,78	0,80
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 23,80	0,25	1,06	3 802	-6,11	4 840	28,42	22,25	0,12
Astral Media (ACM.A)	43,93	0,43	0,99	805	10,02	2 318	47,72	34,38	0,40
Axcan Pharma (AXP)	19,37	-0,10	-0,51	836	16,83	887	19,85	13,01	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓ 67,91	-0,20	-0,29	20 751	-1,58	33 988	72,75	58,58	2,72
▲ Banque Laurentienne (LB)	✓ 32,90	0,90	2,81	2 648	8,76	778	34,10	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓ 63,66	-0,26	-0,41	9 793	-3,31	10 247	66,80	55,89	2,16
Banque Royale (RY)	✓ 58,76	-0,36	-0,61	17 021	5,87	74 911	59,95	43,52	1,84
BCE (BCE)	✓ 37,22	-0,28	-0,75	27 605	18,54	29 994	40,31	25,32	1,46
Bombardier (BBD.B)	4,79	-0,03	-0,62	59 198	21,27	8 394	4,92	2,90	0,00
CAE (CAE)	✓ 12,99	-0,04	-0,31	3 454	20,84	3 273	13,88	8,09	0,04
Cascades (CAS)	✓ 11,71	-0,08	-0,68	1 286	-11,49	1 164	15,80	10,75	0,16
CN (CNR)	✓ 57,50	-0,35	-0,61	15 954	14,84	29 130	58,45	44,43	0,84
Cogeco (CGO)	40,85	0,25	0,62	7	39,61	678	41,43	19,30	0,28
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 40,68	0,73	1,83	8 053	7,93	28 675	41,03	30,20	1,16
Domtar (UFS)	✓ 10,65	0,05	0,47	1 380	8,12	4 686	11,64	6,24	0,00
▲ Emergis (EME)	6,62	0,07	1,07	836	25,38	593	7,10	3,70	0,00
Garda (GW)	24,87	0,12	0,49	1 492	13,87	765	25,00	17,63	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓ 10,83	-0,07	-0,64	26 957	33,21	3 556	11,47	6,50	0,00
Groupe Canam (CAM)	9,97	-0,03	-0,30	1 552	7,67	489	11,23	8,15	0,16

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	14,42	-0,07	-0,48	12 990	12,04	7 461	16,50	11,55	1,09
▲ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 37,24	0,77	2,11	20 166	18,34	5 622	37,78	26,00	0,36
▼ Groupe TVA (TVA.B)	16,01	-0,35	-2,14	2	7,45	433	16,69	13,96	0,20
Labopharm (DDS)	7,33	-0,01	-0,14	2 157	7,48	416	10,95	5,40	0,00
Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 14,92	0,12	0,81	10 161	8,51	3 907	16,20	9,91	0,12
▼ Les Industries Dorel (DII.B)	36,10	-0,98	-2,64	376	14,46	1 207	39,75	22,64	0,52
Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 75,20	-0,23	-0,31	3 973	38,01	4 525	75,90	42,26	0,00
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 38,38	-0,07	-0,18	2 045	6,20	3 074	38,88	29,52	0,72
▲ Mega Brands (MB)	✓ 22,00	0,87	4,12	6 954	-15,87	720	27,60	20,00	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 38,40	-0,19	-0,49	1 419	1,21	4 433	41,78	29,15	0,46
Molson Coors (TAP.B)	✓ 108,16	0,00	0,00	0	21,51	9 391	110,21	71,00	1,34
▼ Neurochem (NRM)	✓ 8,70	-0,65	-6,95	4 365	-65,21	3 371	29,99	8,38	0,00
Nortel (NT)	27,52	-0,06	-0,22	6 753	-12,02	12 014	37,35	21,40	0,00
Novelis (NVL)	49,42	-0,06	-0,12	732	51,64	3 724	51,81	20,60	0,00
▲ Power Corporation (POW)	✓ 39,19	0,57	1,48	8 440	11,05	17 781	39,55	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓ 39,76	-0,23	-0,58	398	10,85	2 622	43,25	23,76	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓ 15,00	-0,22	-1,45	3 320	11,11	1 977	17,25	10,67	0,00
▼ Reitmans (RET.A)	24,00	-0,25	-1,03	362	8,16	1 709	24,89	17,00	0,64
Rona (RON)	✓ 23,00	0,04	0,17	16 559	9,52	2 654	25,26	19,90	0,00
Saputo (SAP)	✓ 43,09	0,34	0,80	1 255	16,59	4 467	46,79	32,51	0,80
▼ Tembec (TBC)	1,10	-0,04	-3,51	7 997	-36,05	94	3,15	1,00	0,00
Transat AT (TRZ.B)	36,69	0,05	0,14	149	15,41	1 243	38,32	23,47	0,36
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓ 22,15	-0,23	-1,03	451	6,34	1 888	22,90	17,75	0,28
▲ Uni-Select (UNS)	31,40	0,54	1,75	112	8,35	619	35,00	28,08	0,43
Van Houtte (VH)	24,85	0,00	0,00	2 066	42,65	534	26,50	16,00	0,32

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,37	0,00	89 000	7,35
Abcourt Mines-B (ABI)	0,55	-0,03	85 900	-20,29
Abitex Resources (ABE)	0,26	0,00	0	-16,13
Advitech (AVI)	0,11	0,00	0	-8,33
Affinor Resources (AFI)	0,17	0,01	313 45 000	-36,54
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,30	-0,02	-6,35 1 028 250	145,83
Aldeiance Solutions (AVS)	0,20	0,00	0	-20,00
Alert B&C (ACB)	0,20	0,00	3 000	25,00
Appalaches Resources (APP)	0,16	0,02	10,71 189 000	34,78
Apilon (APZ)	0,48	-0,01	-1,03 53 500	92,00
Augyva (AUV)	0,43	0,00	0,00 201 000	-17,31
Azimut Exploration (AZM)	6,34	0,14	2,26 53 384	29,20
Bell Canada International (BI/H)	0,97	0,00	0,00 1 145	53,97
Biophage Pharma (BUG)	0,12	0,01	9,09 20 000	-20,00
Bioxel Pharma (BIP)	0,26	0,01	2,00 25 400	-25,00
Blue Note Mining (BN)	0,54	0,00	0,00 2 772 625	11,34
Branchez-Vous (BZV)	0,65	0,02	3,18 6 253	209,52
C2C (CCN)	1,08	0,08	8,00 304 500	120,41
CO2 Solution (CST)	0,60	0,04	7,14 10 000	81,82
Cadiscor Resources (CAO)	0,88	-0,02	-2,22 42 778	14,29
Canadian Royalties (CZ)	4,36	0,06	1,40 130 181	73,71
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,22	-0,01	-2,27 20 000	16,22
Compro (CNP)	0,31	0,00	0,00 0	34,78
CPL Technologies (CCY)	0,23	0,00	0,00 5 000	64,29
D'Ariane Resources (DAR)	0,14	-0,01	-3,57 231 525	-25,00
DB-Box Technologies (DBO/A)	0,57	0,01	1,79 22 200	14,00
Deq Systems (DEQ)	0,75	0,06	8,70 30 033	19,05
Dia Bras Exploration (DIB)	1,38	0,03	2,22 142 700	15,97
Diagnos (ADK)	0,31	0,02	5,17 30 000	29,79
Dianor Resources (DOR)	1,23	0,09	7,90 112 299	73,24
Dios Exploration (DOS)	0,71	-0,04	-5,33 429 900	57,78
Ditem Explorations (DIT)	1,38	-0,03	-2,13 374 800	100,00
Dynasty Gaming (DNY)	0,62	-0,02	-3,13 357 500	-32,61
Ecu Silver Mining (ECU)	2,37	-0,07	-2,87 576 990	-31,50
Exeltech Aerospace (XLT)	0,31	-0,01	-1,61 408 200	60,53
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,17	-0,04	-17,07 12 000	70,00
Fieldex Exploration (FLX)	0,68	-0,02	-2,86 32 000	88,89
Forest Gate Resources (FGT)	0,15	0,01	3,45 133 250	-18,92
Freestore Business Solutions (FRT)	0,59	-0,04	-6,35 20 000	-9,23
Freestore Resources Canada (FRW)	0,19	0,00	0,00 330 500	2,70
Frv Media-Cl A (FRV)	0,10	0,00	0,00 0	-35,48
Gastem (GMR)	0,61	0,03	5,17 204 952	74,29
Gold Hawk Resources (CGK)	0,70	0,00	0,00 35 800	27,27
Golden Goose Resources (GGR)	1,05	-0,05	-4,55 72 900	118,75
Golden Tag Resources (GOG)	0,53	0,01	1,92 69 000	-11,67
Golden Valley Mines (GZ)	0,58	0,00	0,00 113 000	16,00
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,78	0,05	2,89 14 500	48,33
HLT Énergies (HES)	0,20	0,00	0,00 12 500	11,11
Hinterland Metals (HMI)	0,17	0,00	0,00 26 000	36,08
Imaflex (IFX/A)	0,45	-0,02	-4,26 10 000	-54,00
Isacsoft-A (ISF)	0,38	-0,03	-7,32 31 049	-7,32
Junex (JNX)	1,08	0,06	5,88 7 000	5,88
Kolombo Technologies (KOL)	0,60	0,00	0,00 0	20,00
Lounor Exploration (LO)	0,18	-0,01	-2,78 10 019	-12,50
Louvem Mines (LOV)	0,33	0,00	0,00 0	50,00
Lyrtech Cl A (LYT)	0,10	-0,01	-4,76 361 500	-20,00
Matamec Explorations (MAT)	0,23	0,01	2,22 73 333	39,39
Medicago (MDG)	0,90	0,00	0,00 0	-10,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,58	0,03	5,46 12 100	-33,33
Melkor Resources (MKR)	0,48	-0,01	-1,03 195 000	220,00
Metanor Resources (MTO)	0,85	0,02	2,41 136 600	28,79
Metco Resources (MKO)	0,12	0,01	4,55 258 300	-4,17
Mitral Pharma (MIP)	0,06	0,00	0,00 800 500	37,50
Mty Food Group (MTY)	10,10	0,02	0,20 62 000	57,81
Murgor Resources (MUG)	0,27	-0,01	-1,85 175 500	1,92
Names Exploration (NME)	0,40	0,00	0,00 10 342	-11,11
Neptune Tech&Bioresources (NTB)	7,97	0,05	0,63 134 475	81,55
Normabec Mining Res (NMB)	0,57	-0,01	-1,72 51 000	72,73
Noveko International (EKO)	2,85	0,01	0,35 146 783	143,59
Nstein Technologies (EIN)	0,74	-0,01	-1,33 14 360	12,12
Nti Newmerical (CFD)	0,08	0,00	0,00 0	-11,77
Odesia Group (ODS)	0,49	0,00	0,00 0	16,67
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,04	0,00	0,00 114 100	-38,46
Orex Exploration (OX)	0,15	0,00	0,00 1 835	-25,64
Ortechsoft (OSH)	0,70	0,02	2,94 1 000	-6,67
Osisko Exploration (OSK)	13,00	0,25	1,96 225 278	17,44
Palmarjo Silver And Gold (PIO)	10,70	0,25	2,39 741 610	23,13
Perlite Canada (PCI)	0,29	0,00	0,00 0	-10,94
Pershimco Resources (PRO)	0,88	0,00	0,00 105 916	49,15
Petrolia (PEA)	0,44	-0,01	-2,22 74 040	-16,98
Plexmar Resources (PLE)	0,40	-0,02	-4,76 908 900	-29,83
Power Tech (PTW)	0,52	-0,08	-13,33 10 500	-10,35
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,75	-0,05	-6,25 20 000	5,63
Puma				

LABOPHARM

LA PERTE RÉDUITE > Encouragé par les progrès de son programme de commercialisation mondiale du tramadol à prise unique quotidienne, la société Labopharm a pu réduire sa perte nette au premier trimestre. Celle-ci s'est établie à 6,5 millions de dollars, ou 11 cents par action, au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars dernier, comparativement à celle de 6,8 millions, ou 16 cents par action, inscrite aux livres au premier trimestre de l'exercice 2006. Pour le premier trimestre de 2007, les revenus de Labopharm ont atteint 5,4 millions comparativement à 4,3 millions pour le premier trimestre de l'exercice 2006. Les ventes de produits se sont élevées à 3,4 millions, comparativement à 2 millions, une hausse principalement attribuable aux expéditions de tramadol à prise unique quotidienne vers un plus grand nombre de marchés, alors que les expéditions ne concernaient qu'un seul marché lors du premier trimestre de 2006.

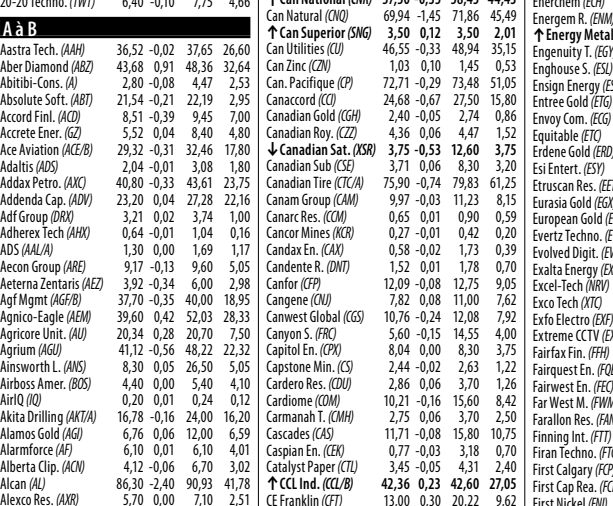
PRESSE CANADIENNE

TRIUM

LES ACQUISITIONS PROPULSENT LES RÉSULTATS > Atrium Biotechnologies a réalisé un bénéfice net de 8,6 millions US au cours de son premier trimestre terminé le 31 mars dernier, en hausse de 25 % par rapport à celui de 6,9 millions US enregistré un an plus tôt. Le bénéfice dilué par action pour le premier trimestre de 2007 a progressé de 24 % pour se chiffrer à 26 cents US par action, comparativement à 21 cents US par action pour la même période en 2006. Alimentés entre autres par de récentes acquisitions, les revenus de l'entreprise ont également augmenté de 25 % d'une année à l'autre. Ceux-ci sont passés de 76 millions US l'an dernier, à 94,7 millions US cette année.

PRESSE CANADIENNE

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 13 895,16 VAR. 1 AN 12,71% VAR. 1 JOUR -0,15%
52 SEMAINES HAUT 13 950,89 BAS 10 860,72

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard. Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers. Notre liste inclut tous les titres dont le volume moyen de 60 derniers jours, au moment de dresser la liste, était de 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées. Société (symbole): nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses. Ferm.: cours à l'arrêt des transactions. Ch. net.: indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture. Caractères gras: indiquent une société dont l'action atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. ↑: indique un haut 52 semaines. ↓: indique un bas 52 semaines.

Table of stock market data for various companies, including columns for Société, Ferm., Ch. net., and 52 semaines.

Bon trimestre pour les Pages Jaunes



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Les affaires continuent de bien aller pour le Fonds de revenu Pages Jaunes. Son Groupe Pages Jaunes célébrera d'ailleurs ses 100 ans en 2008. Le Fonds de revenu Pages Jaunes, qui détient indirectement 97 % de l'éditeur d'annuaires Groupe Pages Jaunes, entre autres, a enregistré un bénéfice net consolidé de 121 millions de dollars au cours de son premier trimestre terminé le 31 mars dernier, par rapport à 85,2 millions pour la même période en 2006, soit une augmentation de 42 %. Par part, le bénéfice de base de l'entreprise s'est établi à 23 cents, comparativement à 17 cents un an plus tôt. Les revenus du fonds pour le premier trimestre de l'exercice en cours ont, pour leur part, été de 384,3 millions, alors qu'ils étaient de 295,8 millions l'an dernier.

PRESSE CANADIENNE

LES 10 PLUS ACTIFS

Table listing the top 10 most active stocks with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

SOUS-INDICES

Table showing performance of various market indices like Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc.

INVESTISSEMENTS

LA CROISSANCE À UN SOMMET > Les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada ont affiché leur croissance en pourcentage la plus élevée en six ans à la fin de 2006, largement en raison d'une vague d'acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers et de la faiblesse du dollar canadien comparativement aux devises européennes. Statistique Canada a rapporté hier que les investissements directs à l'étranger avaient atteint 523,3 milliards de dollars, en hausse de 63,7 milliards, ou 13,8 % comparativement à la fin de 2005, ce qui représente l'augmentation en pourcentage la plus rapide depuis l'essor des technologies en 2000.

PRESSE CANADIENNE

CAISSE DE DÉPÔT

POUR LA PROSPÉRITÉ DES ENTREPRISES > La Caisse de dépôt et placement du Québec pilote la création d'un Centre international sur la prospérité des entreprises, dont la mission sera d'aider les dirigeants de moyennes entreprises du Québec à tirer parti de la mondialisation. Des gens d'affaires comme Alban d'Amours, président du Mouvement Desjardins, et Dick Evans, président d'Alcan, font partie d'un groupe de travail chargé de mieux définir le projet. Selon le président et chef de la direction de la Caisse, Henri-Paul Rousseau, il s'agit d'une initiative « nécessaire et urgente ». Selon lui, le Centre ne fera pas la même chose que les organismes existants, comme les Chambres de commerce ou le Groupement des chefs d'entreprises du Québec. Le Centre international sur la prospérité des entreprises sera un organisme à but non lucratif dont le financement sera assuré par les partenaires fondateurs et les entreprises participantes.

PRESSE CANADIENNE

TITRES GAGNANTS

Table listing top performing stocks with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

Table listing top performing stocks with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

TITRES PERDANTS

Table listing underperforming stocks with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

Table listing underperforming stocks with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table listing limited liability companies with columns for Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines, and Volume.

TABLEAU DES COTES

Table listing various stock market indicators and company symbols.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

	VARIATION	
	FERMETURE	NET EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD		
NASDAQ	2 576,34	4,59 0,18
S&P 500 (New York)	1 512,58	4,86 0,32

Mexico Bolsa	29 992,83	420,43	1,42
Brazil Bovespa Stock	51 300,13	1 022,44	2,03
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 897,13	16,33	0,42
FTSE 100 (Angleterre)	6 549,60	-0,80	-0,01
CAC 40 (France)	6 051,63	17,38	0,29
DAX (Allemagne)	7 475,99	33,79	0,45
IBEX 35 (Espagne)	14 609,40	52,70	0,36

Milan MIB30 (Italie)	43 606,00	221,00	0,51
Amsterdam Exchanges	534,30	-1,40	-0,26
Swiss Market (Suisse)	9 427,69	50,61	0,54
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17 748,12	91,28	0,52
Hang Seng (Hong Kong)	20 844,78	138,43	0,67
S&P/ASX 200 (Australie)	6 341,00	36,60	0,58
Shanghai (Chine)	4 013,09	63,07	1,60

LES DEVICES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9150
Bésil	real	0,5477
Chine	renminbi	0,1436
Grande-Bretagne	livre	2,2046
Hong Kong	dollar	0,1413

Inde	roupie	0,0270
Japon	yen	0,0092
Mexique	peso	0,1025
Norvège	couronne	0,1838
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8112
Russie	rouble	4,2824
Suède	couronne	0,1624
Suisse	franc	0,9069

DOLLAR CANADIEN



90,46 ¢US
VARIATION -0,06 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 1,1055 \$

0,6687 €
VARIATION +0,0005 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro 1,4953 \$

PÉTROLE

WTI, contrat terme rapproché	62,27 \$US
VARIATION	-0,10 \$US
Light Sweet Crude	66,81 \$US
North Sea Brent	64,79 \$US

OR

New York	680,30 \$US
VARIATION	-4,80 \$US
En dollars canadiens	752,07 \$

Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

Une entreprise qui traite bien le bois ... et ses actionnaires



RÉJEAN BOURDEAU FIN DE SÉANCE

Quoi de moins « sexy » qu'un fabricant de poteaux de téléphone et de traverses de chemin de fer en bois traité? Pourtant, depuis trois ans, Stella-Jones offre des rendements excitants à ses actionnaires. Au cours de la dernière année seulement, son titre a plus que doublé pour dépasser les 40 \$.

« C'est le genre de société, peu flamboyante mais efficace, qui passe quelquefois sous le radar des investisseurs », constate l'analyste Martin Goulet, de la Financière Banque Nationale.

Même si le titre a touché sa cible de 42 \$, hier, il demeure un de ses favoris.

La semaine dernière, l'entreprise de l'arrondissement de Saint-Laurent, ancienne division de Domtar, a présenté de bons résultats pour son premier trimestre.

Pour les trois premiers mois de l'année, elle a engrangé un profit de 48 cents par action par rapport à 32 cents l'an dernier. Les attentes étaient de 40 cents.

Quel est le secret de son succès?

« Au Canada, Stella-Jones est chef de file dans des secteurs qui lui procurent des revenus récurrents », explique le spécialiste.

Elle détient 70 % du marché des poteaux de bois et des traverses de chemin de fer au pays.

L'entretien du matériel existant et la demande liée à de nouvelles constructions lui assurent une croissance organique de 3 ou 4 % par année, souligne l'analyste.

Il y a 15 millions de poteaux (téléphone, électricité) au Canada. Leur durée de vie est d'environ 50 ans, pour un taux de remplacement de 2 % par année.

« Bon an, mal an, cela représente l'équivalent de 300 000 poteaux par année », estime Martin Goulet.

Ses revenus proviennent à 50 % des poteaux, à 35 % des traverses de chemins de fer et à 15 % de bois pour usage industriel (clôtures, patios, etc.).

Stella-Jones est aussi présente aux États-Unis, où elle détient 5 % du marché dans ses segments d'activité. « C'est de là que viendra une bonne partie de la croissance », estime l'analyste.

Parmi les occasions américaines, il souligne que des crédits d'impôt permettent aux sociétés de chemins de fer régionales de remplacer avantageusement des traverses. C'est ce qui fait que la demande est en hausse de 5 % depuis deux ans pour ce seul facteur.

Par ailleurs, pas moins de 89 pro-

jets d'usines d'éthanol nécessiteront des milliers de traverses pour relier les installations aux approvisionnements de maïs.

Sans compter, ajoute-t-il, que Stella-Jones est en bonne position pour profiter de la consolidation dans son industrie.

« Il y a 400 usines de traitement de bois aux États-Unis, dit-il. La plupart sont détenus par des propriétaires locaux. »

Ces usines se spécialisent, notamment, dans l'application de préservatifs (créosote, etc.) pour conserver le bois.

Depuis son arrivée à la barre de l'entreprise, il y a six ans, Brian McManus a délésté les activités internationales non rentables pour se concentrer sur les marchés canadiens et américains.

De cette façon, la compagnie a été en mesure de mieux se concentrer sur ses grands clients, comme le Canadien National, Bell Canada et Hydro-Québec.

Elle s'est aussi tournée vers des acquisitions qui lui ont permis de grandir et d'améliorer ses marges de profit grâce à des synergies et des économies d'échelles.

Ce faisant, ses revenus sont passés de 96 millions en 2003 à presque 300 millions cette année.

En février dernier, elle a réalisé son cinquième achat en mettant la main pour 22,3 millions US sur l'américaine J.H. Baxter & Co, un fabricant de poteaux de bois dans

L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

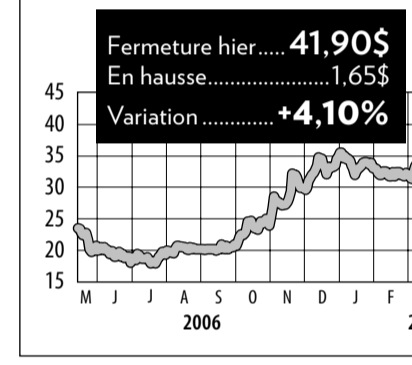
STELLA-JONES

Symbole boursier : SJ
Exercice financier : 31 décembre

DONNÉES FINANCIÈRES

	2006	2007E
Revenus	224	296
BAIIA*	38	54
Marge BAIIA	17%	18,1%
Cours/bénéfice	13,8x	17,7x
Flux monétaires/action	2,30 \$	2,73 \$
Cours/FMPA**		14,7x
VE/BAIIA***	14,2x	10,7x

* Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements
** Cours/flux monétaires par action
*** Valeur de l'entreprise/BAIIA



MARTIN GOULET
Analyste à la Financière Banque Nationale

PLUS : possibilités de faire des acquisitions et revenus récurrents.

MOINS : endettement relativement élevé et titre peu liquide.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

l'État de Washington affichant des revenus de 30 millions US.

« Il pourrait y avoir une nouvelle acquisition vers la fin de l'année », avance Martin Goulet.

Pour le moment, son niveau d'endettement est relativement élevé,

avec un ratio dette/capitalisation totale de 48,5 %. Toutefois, puisque ses flux monétaires libres sont élevés (28 millions prévus cette année), elle pourrait être en mesure de faire une transaction dans quelques trimestres, pense l'analyste.

L'énergie plombe Toronto

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La baisse des valeurs du secteur de l'énergie a entraîné la Bourse de Toronto vers le bas, hier, mais les marchés américains n'en ont pas moins terminé la journée en hausse, après que la Réserve fédérale américaine eut une fois de plus décidé de laisser inchangé son taux directeur, à 5,25 %.

À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a chuté de 20,20 points, à 13 895,16, mettant du même coup un terme à une série de cinq séances consécutives lors desquelles des gains ont été enregistrés.

À Wall Street, l'indice composite Dow Jones des 30 valeurs industrielles a enregistré un gain de 53,8 points et clôturé à 13 362,87.

Le composite NASDAQ a pour sa part gagné 4,59 points, à 2 576,34, tandis que l'indice S&P500 a terminé la journée en hausse de 4,86 points, à 1 512,58.

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS			BÉNÉFICE NET			BÉNÉFICE ACT.		
				CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %
Algoma Central Corp. (ALC/TSX)	Ont.	Mines/Métaux	31 mars - 1 ^{er} trim.	52 028	52 777	-1	-11 736	-12 889	—	-3,02	-3,31	
Atrium Biotechnologies (ATB/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 mars - 1 ^{er} trim.	94 700	76 000	25	8 600	6 900	25	0,28	0,23	
Bestar (BES/TSX)	Qc	Ménages/Consomm./Cosmét.	31 mars - 1 ^{er} trim.	8 535	9 948	-14	3	-52	—	0,00	0,00	
Bird Construction Income Fund (BDI.UN/TSX)	Ont.	Construction/Bâtiment	31 mars - 1 ^{er} trim.	129 051	111 579	16	5 350	3 211	67	0,39	0,26	
Boralx (BLX.A/TSX)	Qc	Services publics	31 mars - 1 ^{er} trim.	50 802	37 101	37	9 777	7 534	30	0,33	0,25	
CML Healthcare Income Fund (CLC.UN/TSX)	Ont.	Soins santé/Hôpitaux	31 mars - 1 ^{er} trim.	75 169	73 963	2	24 566	21 749	13	0,29	0,27	
Draxis Health (DAXI/TSX)	Ont.	Médical/Produits pharm.	31 mars - 1 ^{er} trim.	20 978	19 076	10	2 010	1 692	19	0,05	0,04	
First Capital Realty (FCR/TSX)	Ont.	Immobilier	31 mars - 1 ^{er} trim.	93 625	79 569	18	7 875	6 696	18	0,10	0,09	
Gaz Metro L.P. (GZM.UN/TSX)	Qc	Services publics	31 mars - 2 ^e trim. 6 mois	731 200	762 900	-4	104 300	102 800	1	0,86	0,88	
General Donlee Income Fund (GDI.UN/TSX)	Ont.	Aérospatiale/Défense	31 mars - 1 ^{er} trim.	13 300	10 000	33	2 500	1 600	56	0,29	0,18	
GENIVAR Income Fund (GNV.UN/TSX)	Qc	Banques/Services fin.	31 mars - 1 ^{er} trim.	54 343	n.d.		2 672	n.d.		0,24	n.d.	
Golf Town Income Fund (GLF.UN/TSX)	Ont.	Détail	31 mars - 1 ^{er} trim.	31 943	30 018	6	-1 980	-811	—	-0,16	-0,06	
Granby Industries Income Fund (GBY.UN/TSX)	Qc	Pétrole/Énergie	31 mars - 1 ^{er} trim.	7 395	9 972	-26	-822	-32	—	-0,12	0,00	
Hanfing Evergreen (HF/TSX)	Ont.	Services environnement	31 mars - 1 ^{er} trim.	24 169	2 127	1036	3 223	532	506	0,07	0,01	
IBI Income Fund (IBI.UN/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	31 mars - 1 ^{er} trim.	41 556	35 398	17	5 550	4 195	32	0,41	0,37	
Imaflex (IFX.A/TSX CROIS.)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 mars - 1 ^{er} trim.	12 028	11 800	2	-79	-159	—	0,00	0,00	
Innergex Power Income Fund (IEF.UN/TSX)	Qc	Services publics	31 mars - 1 ^{er} trim.	7 100	9 300	-24	900	2 300	-61	0,04	0,09	
Labopharm (DSS/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 mars - 1 ^{er} trim.	5 413	4 271	27	-6 499	-6 797	—	-0,11	-0,16	
Magna Entertainment Corp. (MECA/TSX)	Ont.	Diversissement	31 mars - 1 ^{er} trim.	284 174	277 526	2	2 469	2 212	12	0,02	0,02	
Opta Minerals (OPM/TSX)	Ont.	Mines/Métaux	31 mars - 1 ^{er} trim.	19 287	15 065	28	826	462	79	0,05	0,03	
Osprey Media Income Fund (OSP.UN/TSX)	Ont.	Internet/Multim.	31 mars - 1 ^{er} trim.	53 766	52 747	2	3 810	31 913	-88	0,08	0,65	
Power Financial Corp. (PWF/TSX)	Qc	Banques/Services fin.	31 mars - 1 ^{er} trim.	8 068 000	6 285 000	28	482 000	408 000	18	0,66	0,56	
Pyxis Capital (PYX/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	31 mars - 2 ^e trim. 6 mois	89 000	9 300	857	45 000	89 700	-50	0,50	0,99	
Quebecor World (IQW/TSX)	Qc	Édition/Inform.	31 mars - 1 ^{er} trim.	1 393 400	1 467 500	-5	-38 100	5 200	—	n.d.	n.d.	
Ridley (RCL/TSX)	Man.	Service	31 mars - 3 ^e trim. 9 mois	136 869	131 094	4	3 052	3 887	-21	0,22	0,29	
Rocrest (RTI/TSX)	Qc	Machinerie/Fabrication	30 mars - 1 ^{er} trim.	4 961	4 445	12	-693	-297	—	-0,12	-0,06	
Saxon Financial (SFI/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	31 mars - 1 ^{er} trim.	13 625	11 343	20	4 088	3 108	32	0,30	0,23	
ShawCor (SCL.B/TSX)	Ont.	Pétrole/Énergie	31 mars - 1 ^{er} trim.	221 329	262 547	-16	23 253	24 720	-6	0,31	0,33	
Somerset Entert. Income Fund (SOM.UN/TSX)	Ont.	Diversissement	31 mars - 1 ^{er} trim.	22 541	23 019	-2	987	2 090	-53	0,07	0,14	
Yellow Pages Income Fund (YLO.UN/TSX)	Qc	Édition/Inform.	31 mars - 1 ^{er} trim.	384 241	295 770	30	120 951	85 233	42	0,23	0,17	

Source : CNW Telbec

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 836,00	2 802,00
	3 mois	2 870,50	2 871,00
	15 mois	2 732,00	2 693,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 194,50	8 225,00
	3 mois	8 159,00	8 160,00
	15 mois	7 420,00	7 405,00
PLOMB	Comptant	2 065,50	2 080,00
	3 mois	2 070,00	2 075,00
	15 mois	1 853,00	1 858,00
NICKEL	Comptant	52 805,00	52 600,00
	3 mois	50 995,00	51 000,00
	15 mois	41 450,00	41 150,00
ÉTAÏN	Comptant	14 375,00	14 310,00
	3 mois	14 225,00	14 250,00
	15 mois	13 350,00	13 325,00
ZINC	Comptant	4 094,00	4 094,50
	3 mois	4 081,00	4 081,50
	15 mois	3 615,00	3 660,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	7,25	01-06-2007	100,18	4,09 0,00
Canada	6,00	01-06-2008	101,75	4,28 -0,01
Canada	5,50	01-06-2009	102,51	4,21 -0,04
Canada	9,50	01-06-2010	115,09	4,17 -0,11
Canada	9,00	01-03-2011	116,81	4,16 -0,11
Canada	6,00	01-06-2011	106,74	4,17 -0,09
Canada	10,25	15-03-2014	136,03	4,14 -0,15
Canada	9,75	01-06-2021	157,85	4,24 -0,20
Canada	8,00	01-06-2023	143,20	4,25 -0,20
Canada	8,00	01-06-2027	150,00	4,26 -0,22
Canada	5,75	01-06-2029	121,32	4,25 -0,19
LES PROVINCES				
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	100,97	4,33 -0,01
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	162,43	4,64 -0,22
Manitoba	7,75	22-12-2025	138,43	4,64 -0,17
New Brunswick				